

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DOLLFUS MIEG & CIE (DMC)

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 60 873 792 €.
Siège social : 10, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.
572 209 583 R.C.S. Paris.

A. – Comptes sociaux

I. – Bilan au 31 décembre 2006

(En milliers d'euros.)

Actif	Montant brut	2006 Amortissements et dépréciations	Montant net	2005
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	8 354	5 615	2 739	2 988
Immobilisations corporelles	38 319	32 850	5 469	6 201
Participations et autres titres immobilisés	205 630	140 410	65 220	66 789
Autres immobilisations financières	6 296	1 387	4 909	5 788
Total	258 599	180 262	78 337	81 766
Actif circulant				
Stocks et en-cours	14 442	2 681	11 761	9 663
Clients et comptes rattachés	15 825	1 166	14 659	8 406
Autres créances	20 340		20 340	21 511
Valeurs mobilières de placement	2 218		2 218	1 623
Disponibilités	594		594	786
Total	53 419	3 847	49 572	41 989
Comptes de régularisation	499		499	321
Ecarts de conversion actif	3 280		3 280	3 339
Total actif	315 797	184 109	131 688	127 415

Passif	2006 Avant affectation du résultat	2005 Avant affectation du résultat
Capitaux propres		
Capital social	60 874	62 352
Primes d'émission, de fusion et d'apport	75 353	75 353
Réserve légale	7 459	7 459
Autres réserves	28 606	28 606
Report à nouveau	-133 753	-134 377
Résultat de l'exercice	-3 591	-14 964
Subventions d'investissement	2	32
Total capitaux propres	34 950	24 461
Provisions pour risques et charges	9 555	9 316

Dettes		
Emprunts obligataires convertibles	27 023	
Autres emprunts	18 603	58 871
Concours bancaires courants	241	
Fournisseurs et comptes rattachés	16 087	9 269
Créditeurs divers	23 924	24 186
Total	85 878	92 326
Comptes de régularisation	88	5
Ecarts de conversion	1 217	1 307
Total passif	131 688	127 415

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	2006	2005
Chiffre d'affaires net	68 480	66 746
Autres produits d'exploitation	2 910	6 686
Total des produits d'exploitation	71 390	73 432
Achats	-21 170	-16 473
Variation de stocks	2 423	562
Autres charges externes	-22 281	-20 469
Impôts, taxes et versements assimilés	-2 010	-1 672
Frais de personnel	-22 595	-28 365
Dotations aux amortissements et provisions	-3 334	-3 788
Autres charges	-3 506	-3 362
Résultat d'exploitation	-1 083	-135
Charges et produits financiers	-1 692	-14 153
Résultat courant avant impôts	-2 775	-14 288
Charges et produits exceptionnels	-816	-646
Impôts sur les bénéfices		-30
Résultat de l'exercice	-3 591	-14 964

III. – Tableau de financement

(En milliers d'euros.)

	2006	2005
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Résultat d'exploitation	-1 083	-77
Ajustements pour		
Dotation aux amortissements et provisions	1 843	2 357
Différences de change	-533	226
Dividendes	2 903	2 848
Frais financiers bancaires et escomptes	-2 530	-2 674
Résultat courant avant variation du besoin en fonds de roulement	600	2 680
Variation des stocks	-1 977	-460
Variation des comptes clients	-6 521	-417
Variation des comptes fournisseurs	6 818	529

Variation des autres créances et dettes	799	1 760
Impôts payés		-30
Flux net de trésorerie provenant de l'exploitation avant éléments exceptionnels	-281	4 062
Charges de restructuration	-1 029	-5 136
Autres charges et produits exceptionnels	-158	-229
Flux de trésorerie net des activités d'exploitation et après éléments exceptionnels	-1 468	-1 303
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-799	-998
Acquisitions d'immobilisations financières	-157	-1 815
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	222	60
Cessions d'immobilisations financières	1 499	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	765	-2 753
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Augmentation de capital	6 962	
Emprunts et dettes financières	-5 856	-183
Dividendes versés		
Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement	1 106	-183
Variation nette des disponibilités	403	-4 239
Disponibilités à l'ouverture de l'exercice	2 409	6 648
Disponibilités à la clôture de l'exercice	2 812	2 409

IV. – Annexe aux comptes sociaux

1. – Faits marquants de l'exercice

La perte de l'exercice s'élève à 3 591 milliers d'euros (14 964 milliers d'euros en 2005) et la situation nette est positive à hauteur de 34 950 milliers d'euros (24 461 milliers d'euros au 31 décembre 2005).

Le résultat d'exploitation est une perte de 1 083 milliers d'euros (135 milliers d'euros en 2005).

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2006 il a été décidé de réduire le capital social d'un montant de 15 588 024 € pour le ramener à 46 764 072 € par imputation à due concurrence sur les pertes reportées.

Les opérations financières, augmentation de capital et émissions d'obligations convertibles autorisées par la même Assemblée Générale Extraordinaire et lancées le 13 juillet, se sont conclues avec les résultats suivants :

- l'augmentation de capital a été souscrite à 90,5 % pour 14 110 K€ ;
- l'émission d'obligations convertibles à 91,4 % pour 26 916 K€.

Les opérations financières sont détaillées en note 11.

2. – Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du plan comptable général. En application du règlement CRC 2005-09, la terminologie dans la présentation des états financiers a été modifiée en conséquence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- et indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. – Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche et de développement sont amortis en totalité dans l'exercice.

Les brevets sont amortis sur leur durée de protection juridique suivant le mode linéaire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis ; ils sont dépréciés si leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur comptable (les tests de dépréciation sont indiqués en note C).

Les logiciels sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement au rythme de consommation des avantages économiques attendus dans la mesure où leur coût est significatif.

L'attribution des quotas d'émission de gaz à effet de serre au titre de l'année en cours est valorisée au premier cours de cotation powernext ; en fin d'exercice, ils sont dépréciés en fonction du dernier cours de cotation.

La société a opté pour l'inscription à l'actif des coûts d'acquisition des immobilisations incorporelles. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges.

B. – Immobilisations corporelles

A compter du 1er janvier 2005, la société applique les dispositions des Règlements 2002-10 et 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable. Elle évalue les immobilisations corporelles selon la méthode du coût amorti et comptabilise l'amortissement au rythme de consommation des avantages économiques attendus.

Si, lors de l'acquisition d'une immobilisation, plusieurs composants ayant chacun une utilisation différente sont identifiés, chacun de ces composants est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre.

La société a opté pour l'inscription à l'actif des coûts d'acquisition des immobilisations corporelles. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations auxquelles ils se rapportent, soit pour l'essentiel :

Bâtiments d'exploitation	10 à 35 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Mobiliers et matériels	4 à 10 ans

Des dépréciations d'actifs corporels sont constatées dès que leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur comptable (les tests de dépréciation sont indiqués en note C).

C. – Dépréciation d'actifs

A chaque clôture, la société apprécie s'il existe un indice qu'un actif a pu perdre notablement de la valeur. S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable est comparée à la valeur actuelle. La valeur actuelle est la plus élevée de la valeur vénale, estimée le cas échéant à dire d'expert, et de la valeur d'usage, calculée en fonction des avantages économiques attendus sur la base des cash flows futurs actualisés. Si la valeur actuelle d'un actif devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation qui, le cas échéant, modifie de manière prospective, la base amortissable de l'actif déprécié.

D. – Participations et autres titres immobilisés

Les immobilisations financières hors créances, prêts et dépôts sont évaluées à leur coût d'achat (hors frais accessoires) ou à leur valeur d'apport. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres détenue, tenant compte des plus-values patrimoniales nettes, de l'évolution de la participation depuis la date d'acquisition et des perspectives d'avenir.

E. – Autres immobilisations financières

Les prêts, dépôts, cautionnements et créances non productifs d'intérêts et à échéances lointaines font l'objet d'une actualisation.

F. – Stocks et en cours

Les stocks et les travaux en cours sont évalués au coût de revient réel ou au prix du marché, si ce dernier lui est inférieur. Pour la plupart des stocks, le coût de revient est un coût moyen pondéré.

Une provision pour pertes sur les matières commandées est enregistrée si leur valeur au 31 décembre est inférieure aux prix indiqués dans les contrats d'achat.

La société enregistre en charge de l'exercice les dépenses liées à la mise en place des meubles présentoirs chez les distributeurs de produits DMC.

G. – Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur probable d'encaissement est inférieure à la valeur comptable.

S'agissant des avances consenties aux filiales, elles sont dépréciées par le biais de provisions sur titres de participations et/ou de provisions pour risques sur entreprises liées, dotées à hauteur de la valeur d'inventaire de la participation de la société.

H. – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières sont comptabilisées au prix d'achat et font l'objet d'une dépréciation si la valeur de marché est inférieure au prix d'acquisition.

I. – Subventions

Les subventions d'équipement acquises sont rapportées au résultat d'exploitation en fonction de la durée d'utilisation ci-dessus rappelée des immobilisations pour lesquelles elles ont été obtenues.

J. – Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement 2000-06 du Comité de la réglementation comptable relatif aux passifs, les provisions sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise ; un passif représentant une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La société a adopté depuis le 1er janvier 2004 la recommandation 2003-01 du CNC relative aux avantages du personnel et l'avis 2004-05 du CNC relatif aux médailles du travail ; sont ainsi provisionnés les indemnités de fin de carrière, les congés liés à l'ancienneté et les engagements relatifs à la médaille du travail. Le mode de comptabilisation est le suivant :

Les écarts actuariels sont intégralement comptabilisés.

La variation de l'engagement est comptabilisée :

- en résultat financier, s'agissant du coût financier au titre de l'actualisation ;
- en produit exceptionnel, s'agissant de la réduction de l'engagement au titre du personnel faisant l'objet, par ailleurs, d'une provision pour licenciement ;
- en résultat d'exploitation pour la partie résiduelle, s'agissant notamment du coût des services rendus.

K. – Opérations en devises et instruments financiers

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de comptabilisation. Les dettes, créances et disponibilités en devises sont converties et comptabilisées au bilan sur la base du cours de change à la clôture. Les écarts constatés sont comptabilisés en écarts de conversion actif ou passif.

Les pertes latentes (non couvertes par des opérations destinées à neutraliser les conséquences de la fluctuation des changes) font l'objet de provisions pour risques et charges.

L. – Ventes

Les ventes sont enregistrées sur la base des expéditions.

M. – Frais financiers

Les frais financiers sont enregistrés en charge dans l'exercice où ils sont encourus.

Les frais d'émission de l'emprunt obligataire sont étalés linéairement sur la durée de l'emprunt.

N. – Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend essentiellement les plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations, les frais de restructurations et les autres éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'exercice.

O. – Recours à des estimations dans l'arrêté des comptes

La Direction de la société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers, les notes qui les accompagnent ainsi que les informations relatives aux éléments d'actif et de passif latents.

Ces estimations portent essentiellement sur les provisions pour dépréciation de stocks et les provisions pour risques et charges.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations.

3. – Notes sur le bilan**Note 1. – Immobilisations incorporelles**

(En milliers d'euros.)	Fonds commer- ciaux	Logiciels	Quotas de CO2	Total
Valeur brute au début de l'exercice	72	7 931	148	8 151
Amortissements / dépréciation au début de l'exercice	-72	-5 091		-5 163
Acquisitions		309	199	508
Cessions – transferts (valeur nette)		-19	-143	-162
Amortissements		-591		-591
Dépréciation (1)			-4	-4
Valeur brute à la fin de l'exercice	72	8 078	204	8 354
Amortissements / dépréciation à la fin de l'exercice	-72	-5 539	-4	-5 615
Valeur nette a la fin de l'exercice		2 539	200	2 739

(1) Dépréciation des immobilisations dont la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'utilité.

Note 2. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	Terrains	Bâtiments d'explo- tation	Installa- tions techniques	Mobiliers matériels	Immos en cours	Total
Valeur brute au début de l'exercice	1 324	8 316	26 250	3 229	650	39 769
Amort./dépréciation au début de l'ex.	-106	-7 084	-23 338	-3 040		-33 568
Acquisitions			112	6	173	291
Cessions – transferts (valeur nette)	-29	-3	-4	-1		-37
Amortissements	-2	-164	-708	-83		-957
Dépréciation (1)			-29			-29
Valeur brute à la fin de l'exercice	1 295	8 185	25 236	2 780	823	38 319
Amortissements/dépréciation à la fin de l'exercice	-108	-7 120	-22 953	-2 669		-32 850
Valeur nette a la fin de l'exercice	1 187	1 065	2 283	111	823	5 469

(1) Dépréciation des immobilisations dont la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'utilité.

Note 3. – Participations et autres titres immobilisés

(En milliers d'euros.)	Participations	Autres titres immobilisés	Total
Valeur brute au début de l'exercice	157	205 590	205 747
Dépréciation au début de l'exercice		-138 958	-138 958
Augmentations		4	4

Diminutions (valeur nette)		0	0
Dépréciations		-1 573	-1 573
Valeur brute à la fin de l'exercice	157	205 473	205 630
Dépréciation à la fin de l'exercice		-140 410	-140 410
Valeur nette a la fin de l'exercice	157	65 063	65 220

Le tableau des filiales et participations ci-après fait apparaître les titres de participations dont la valeur brute dépasse 1 % du capital de la société.

Note 4. – Autres immobilisations financières

(En milliers d'euros.)	Créances rattachées à des participations	Prêts	Dépôts et cautionnements	Total
Valeur brute au début de l'exercice	2 447	2 590	2 484	7 521
Dépréciation au début de l'exercice	-770	-952	-11	-1 733
Augmentations		67	86	153
Diminutions (valeur nette)	0	-50	-985	-1 035
Dépréciations		24	-21	3
Valeur brute à la fin de l'exercice	2 102	2 607	1 586	6 295
Dépréciation à la fin de l'exercice	-425	-928	-33	-1 386
Valeur nette a la fin de l'exercice	1 677	1 679	1 553	4 909
Dont à moins d'un an				1 362

Les informations relatives aux entreprises liées figurent en note 12.

Note 5. – Stocks et encours

Les valeurs nettes d'exploitation se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Matières premières et approvisionnements	1 750	1 594
En-cours	2 385	2 417
Produits intermédiaires et finis	7 626	5 652
Total	11 761	9 663

La variation de la dépréciation est un produit de 119 milliers d'euros (charge de 674 milliers d'euros en 2005).

Note 6. – Créances

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Créances clients - hors groupe (1)	8 285	3 998
Créances clients – groupe (1)	7 540	5 306
Provision pour dépréciation des créances clients	-1 166	-898
Autres créances - hors groupe (2)	4 013	2 049
Autres créances - groupe	16 327	19 462
Total	34 999	29 917
Dont à plus d'un an (dépréciés)	1 166	898

(1) Les créances clients incluent des factures à établir pour 325 milliers d'euros.
(2) Dont produits à recevoir : 36 milliers d'euros.

Les informations relatives aux entreprises liées figurent en note 12.

Note 7. – Valeurs mobilières de placement

(En milliers d'euros.)	Montant au début de l'exercice	Achats	Ventes	Montant à la fin de l'exercice
Sicav - CPR Asset Management	1 094	16 316	-15 216	2 194
Sicav - Banque Finama	525	25 402	-25 907	20
Sicav - Banque Palatine		1 588	-1 588	
Sicav - Crédit Coopératif		1 000	-1 000	
Sicav - Natixis		19 848	-19 848	
Sicav - Oddo Cash (en usd)		1 483	-1 483	
Sicav - Natixis (en usd)		2 399	-2 399	
Divers	4			4
Total	1 623	68 036	-67 441	2 218

Les Sicav de trésorerie sont placées au jour le jour.

Le montant des produits financiers liés aux opérations de placement est de 75 milliers d'euros (64 milliers d'euros en 2005).

Note 8. – Comptes de régularisation

Ils se composent des charges constatées d'avance qui concernent en totalité l'exploitation (93 milliers d'euros) et des charges à répartir correspondant aux frais d'émission de l'emprunt obligataire convertible (406 milliers d'euros).

Note 9. – Capitaux propres

Le capital social d'un montant de 60 873 792 € est représenté par 20 291 264 actions de 3 € nominal.

Des options de souscription d'actions DMC ont été consenties aux membres du personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées.

Au 31 décembre 2006, sur les 1 114 112 options attribuées, 64 625 ont été exercées, 738 644 options ne peuvent plus être exercées (les membres du personnel ayant quitté la société ou les sociétés qui lui sont liées) et 310 843 options peuvent être exercées entre 2007 et 2015.

En août 2006, il a été procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 26 916 milliers d'euros représenté par 8 544 924 obligations convertibles à tout moment en actions ; les principales caractéristiques en sont décrites en note 11.

Il n'existe à ce jour aucun autre titre donnant accès au capital.

Au 31 décembre 2006, les capitaux propres s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros.)	Capital social	Primes	Réserve légale	Autres réserves*	Report à nouveau	Résultat 2005	Résultat 2006	Total
Valeur au début de l'exercice	62 352	75 353	7 459	28 638	-134 377	-14 964	-	24 461
Résultat 2006							-3 591	-3 591
Affectation du résultat 2005					-14 964	14 964		-
Quote-part subvention d'investissement				-30				-30
Réduction de capital (27/02/2006)	-15 588				15 588			-
Augmentation de capital (04/08/ 2006)	14 110							14 110
Valeur à la fin de l'exercice	60 874	75 353	7 459	28 608	-133 753	-	-3 591	34 950

* Incluant les subventions d'investissement.

Note 10. – Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises sans charges	Reprises avec charge	Montant à la fin de l'exercice
Risques clients	91	158	-32	-36	181
Pertes de change	3 339			-59	3 280
Provisions sociales (1)	3 669	427	-40	-147	3 909
Impôts	210		-210		
Restructurations	320			-320	
Entreprises liées (2)	1 161	383		-32	1 512
Autres (3)	526	340	-32	-161	673
Total	9 316	1 308	-314	-755	9 555

*(1) Provisions sociales.**Régimes à prestations définies.*

Les régimes à prestations définies regroupent les indemnités de fin de carrière et les pensions de retraite des salariés de la société.

Les pensions de retraite correspondent aux engagements relatifs à la retraite complémentaire de cadres ou d'anciens cadres de la société.

Les indemnités de fin de carrière et pensions de retraite font l'objet d'une provision sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en fonction des dispositions légales, réglementaires ou collectives en vigueur; d'hypothèses de fin de carrière propres à chaque catégorie de salariés, des droits acquis par les salariés au jour de l'évaluation, de la valeur des actifs de couverture (le cas échéant), de l'espérance de vie des salariés, d'un taux d'actualisation (4,09 % au 31 décembre 2006 et 3,63 % au 31 décembre 2005), d'un taux d'augmentation de salaire et d'un taux de rotation du personnel propre à la société.

Autres avantages

Les autres avantages regroupent les engagements relatifs à la médaille du travail et les congés liés à l'ancienneté.

Ils font l'objet d'une provision en fonction des dispositions légales, réglementaires ou collectives en vigueur; des droits acquis par les salariés au jour de l'évaluation, de l'espérance de vie des salariés, d'un taux d'actualisation (4,09 % au 31 décembre 2006 et 3,63 % au 31 décembre 2005), d'un taux d'augmentation de salaire et d'un taux de rotation du personnel propre à la société.

Engagements couverts par un actif au 31 décembre 2006 :

– valeur de l'engagement : 5 316 milliers d'euros ;

– valeur de l'actif : 1 407 milliers d'euros ;

– provision : 3 909 milliers d'euros.

(2) La provision « Entreprises liées » correspond aux quotes-parts de situation nette négative des filiales et participations détenues par la société.

(3) Les autres provisions concernent notamment plusieurs dossiers prud'homaux, des pénalités et majorations de retard URSSAF que la société serait susceptible de payer au titre du plan de paiement des dettes 2005.

Note 11. – Dettes

a) Analyse par nature

(En milliers d'euros.)	Moins d'1 an	Plus d'1 an moins de 2 ans	Plus de 2 ans moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt obligataire convertible	107			26 916	27 023
Emprunt bancaire (taux variable)	3 980	13 000			16 980
Autres emprunts	1 620	2	1		1 623
Soldes créditeurs de banque	241				241
Fournisseurs	16 087				16 087
Comptes courants filiales	12 732				12 732
Dettes fiscales et sociales	6 344	75	196		6 615
Autres dettes	4 577				4 577
Total 2006	45 688	13 077	197	26 916	85 878
dont entreprises liées	24 031	-	-	-	24 031
Total 2005	91 676	230	366	54	92 326

En respect d'un protocole d'accord signé le 30 janvier 2006 avec les prêteurs et le premier actionnaire du groupe, Pienza International BV (Guinness Peat Group) et d'un avenant à ce protocole signé le 1er juin 2006, DMC a lancé le 13 juillet 2006 une augmentation de capital et émission d'obligations convertibles en actions.

Les résultats de l'augmentation de capital et de l'émission d'obligations convertibles sont les suivants :

— l'augmentation de capital a été souscrite à hauteur de 14 110 K€ :

— 3 400 K€ souscrits par le premier actionnaire du groupe Pienza International,

— 3 562 K€ souscrits par le marché dont 2 218 K€ par le concert existant entre la société AGF Vie et la société CDC Entreprises Valeurs Moyennes,

— 7 147 K€ souscrits par une partie des prêteurs, par compensation des créances, couvrant les frais liés aux émissions ;

— l'émission d'obligations convertibles a été souscrite à hauteur de 26 916 K€ :

— 510 K€ souscrits par le marché,

— 26 406 K€ souscrits par les autres prêteurs, par compensation des créances.

La nouvelle dette s'est établie après ces opérations à 19 000 K€, les prêteurs ayant bénéficié d'un remboursement de leur dette de 3 073 K€ en respect du protocole d'accord. Le montant du remboursement inclut le versement de 993 K€ à Monsieur Le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris, en qualité de séquestre ; au 31 décembre 2006, cette somme n'a pas encore été répartie entre les différents prêteurs.

Le solde au 31 décembre de cette nouvelle dette est de 16 980 K€ (après amortissements de 2 M€).

Par ailleurs, l'avenant au protocole signé le 1er juin 2006 définit les caractéristiques, intérêts et amortissements de cette dette résiduelle de la façon suivante :

Amortissements :

— 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 2007 : 1 M€ ;

— 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 2008 : 1 M€ ;

— solde à refinancer au 31 décembre 2008 : 9 M€.

Conditions financières :

— 2006 : Euribor 1 mois + 300 bps ;

— 2007 : Euribor 1 mois + 400 bps ;

— à partir de 2008 : Euribor 1 mois + 500 bps.

Les principales caractéristiques de l'emprunt obligataire convertible sont les suivantes :

- valeur nominale : 3,15 € ;
- durée de l'emprunt : 10 ans à compter du 09 août 2006 ;
- intérêt annuel : 1 % ;
- amortissement normal : les obligations convertibles seront amorties en totalité le 09 août 2016 par remboursement au pair, soit 3,15 € par obligation ;
- amortissement anticipé soumis au remboursement de la nouvelle dette : dès lors que la nouvelle dette aura été intégralement remboursée ou aura fait l'objet d'un refinancement au 09 août 2013, les obligations convertibles en actions nouvelles seront amorties par remboursement d'un quart de la valeur nominale initiale selon le calendrier suivant : 09 août 2013, 09 août 2014, 09 août 2015 et 09 août 2016 ;
- conversion possible à tout moment jusqu'au 7ème jour ouvré précédent la date de remboursement normal ou anticipé, à raison d'une action pour une obligation ; dans l'hypothèse d'un amortissement anticipé, le rapport de conversion s'établira comme suit :
 - du 9 août 2013 au 30 juillet 2014, une obligation = 0,75 action nouvelle,
 - du 9 août 2014 au 30 juillet 2015, une obligation = 0,5 action nouvelle,
 - du 9 août 2015 au 29 juillet 2016, une obligation = 0,25 action nouvelle.

Les dettes fournisseurs sont représentées par des effets à payer à concurrence de 1 555 milliers d'euros (838 milliers d'euros en 2005).

Les informations relatives aux entreprises liées figurent en note 12.

Les charges à payer comprises dans les montants ci-dessus totalisent 12 627 milliers d'euros (9 760 milliers d'euros en 2005) dont 6 521 milliers d'euros correspondent à des factures fournisseurs non parvenues, 1 730 milliers d'euros à des avoirs clients à établir et 3 777 milliers d'euros à des dettes sociales et fiscales.

b) Opérations de trésorerie

1) Exposition au risque de taux d'intérêt

La société n'a utilisé aucun instrument en 2006 et 2005.

2) Exposition aux risques de change

(En milliers d'euros.)	Dollar américain	Livre anglaise	Autres Devises
Clients et autres débiteurs	10 581	3 014	549
Fournisseurs et autres créditeurs	-140	-11 337	-3
Disponibilités	193	105	1
Dettes financières	-5 338		
Couverture au 31/12/2006			
Options	-	-	-
Total net (exposition moins couverture)	5 296	-8 218	547

Note 12. – Informations concernant les entreprises liées

Prêts et créances d'exploitation

Entreprises liées (En milliers d'euros.)	Pays	Autres immobilisations financières	Clients et comptes rattachés	Autres créances
Copartex	France		2	49
DMC Tissus	France		369	2 477
Imexor	France		422	873
Loisirs et Création	France	1 677	278	
Sogemar	France			2 898
Mercatique et Distribution	France			76
DMC Creative World Do Brazil	Brésil			38
Dollfus-Mieg, S.A.	Espagne		1 792	
The Dollfus Mieg Company, Inc	Etats-Unis		613	8 430
DMC Creative World Ltd	Grande-Bretagne		1 527	958
Dollfus Mieg & C. Spa	Italie		585	
DMC Kabushiki Kaisha	Japon		848	528
Dollfus Mieg & Cia	Portugal		1 104	
Total		1 677	7 540	16 327

Emprunts et dettes d'exploitation

Entreprises liées (En milliers d'euros.)	Pays	Autres emprunts	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Autres dettes
DMC Tissus	France		521	
Imexor	France		12	
Loisirs et Création	France		2	46
Phoenix Sàrl	France			6
Procatex	France			3
Sogemar	France		2 626	542
Dollfus Mieg & Cie	Belgique			
Dollfus-Mieg, S.A.	Espagne	1 600	999	694
The Dollfus Mieg Company, Inc	Etats-Unis			
DMC Creative World Ltd	Grande-Bretagne		1 512	733
Double Arch	Grande-Bretagne			6 174
Monofil	Grande-Bretagne			4 950
Dollfus Mieg & C. Spa	Italie		1 399	878
Dollfus Mieg & Cia	Portugal		446	246
DMC Creative World Pte Ltd	Singapour		129	513
Total		1 600	7 646	14 785

Chiffre d'affaires et résultat financier hors dépréciation d'éléments financiers

Entreprises liées (En milliers d'euros.)	Pays	Chiffre d'affaires	Intérêts et charges financières assimilées	Intérêts et produits financiers assimilés
Copartex	France			2
DMC Tissus	France	2 948		79
Imexor	France	17	83	
Loisirs et Création	France	1 129		98
Sogemar	France		30	2 898
Dollfus-Mieg, S.A.	Espagne	3 346	41	
The Dollfus Mieg Company, Inc	Etats-Unis	8 823		532
DMC Creative World Ltd	Grande-Bretagne	1 793		34
Double Arch	Grande-Bretagne		260	
Monofil	Grande-Bretagne		209	
Dollfus Mieg & C. Spa	Italie	4 471	19	
DMC Kabushiki Kaisha	Japon	1 183		6
Dollfus Mieg & Cia	Portugal	1 328		
Total		25 038	642	3 649

4. – Notes sur le compte de résultat

Note 13. – Chiffre d'affaires

a) Par secteur d'activité

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Ventes de fils ennoblis	61 577	59 831
Ventes de tissus	2	-3
Ventes diverses		4

Prestations de service	6 901	6 914
Total (1)	68 480	66 746
<i>(1) Dont entreprises liées.</i>	25 038	33 494

Les informations relatives aux entreprises liées figurent en note 12.

b) Par secteur géographique

(En milliers d'euros.)	2006	2005
France	18 066	20 662
Union européenne hors France	25 383	22 248
Europe hors Union européenne	1 967	2 051
Amérique du Nord et du Sud	11 106	11 268
Asie	9 398	7 493
Afrique	1 190	1 859
Autres	1 370	1 165
Total	68 480	66 746

Note 14. – Autres produits d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Production stockée	-448	110
Production immobilisée	95	86
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 025	6 096
Divers	238	394
Total	2 910	6 686

Les transferts de charges totalisent 1 549 milliers d'euros, (4 665 milliers d'euros en 2005) et incluent uniquement des charges d'exploitation transférées en charges exceptionnelles.

Note 15. – Frais de personnel

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Rémunérations	15 763	20 573
Charges sociales	6 832	7 792
Total	22 595	28 365

Note 16. – Charges et produits financiers

(En milliers d'euros.)	Charges		Produits	
	2006	2005	2006	2005
Dividendes			2 903	2 848
Escomptes de règlement	122	172	1	4
Différences de change				
Réalisées	666	247	133	473
Latentes				
Intérêts et produits assimilés			869	890
Intérêts et charges assimilés	3 278	4 063		
Cession de valeurs mobilières de placement		171		840
Dépréciations d'éléments financiers	3 967	14 975	2 435	420
Total	8 033	19 628	6 341	5 475
Dont entreprises liées	4 056	14 548	5 611	3 543

Les informations relatives aux entreprises liées figurent en note 12.

Note 17. – Charges et produits exceptionnels

(En milliers d'euros.)	Charges		Produits	
	2006	2005	2006	2005
Cessions d'immobilisations	158	307	222	60
Subventions			30	51
Restructurations	1 029	5 136	320	3 029
Provisions sur filiales	28	251	32	
Dépréciation des immobilisations	29			
Autres	3 686	1 107	3 510	3 015
Total	4 930	6 801	4 114	6 155

En 2006, les autres charges incluent notamment les indemnités versées aux filiales européennes dans le cadre de leur réorganisation (2 008 milliers d'euros) et les frais liés à la restructuration de la dette protocolée (1 127 milliers d'euros).

Dans les autres produits est essentiellement comprise une indemnité versée par FDG International dans le cadre de la rupture anticipée du contrat de licence liant la société, Sogemar SNC et FDG International, contrat conclu en 2003.

Note 18. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2006		2005	
	Résultat	Impôt	Résultat	Impôt
Résultat courant	-2 775		-14 288	-30
Résultat exceptionnel	-816		-646	
Résultat net comptable	-3 591		-14 934	-30

5. – Autres informations

En attente de la finalisation d'une opération immobilière (cession et contrat de crédit-bail) portant sur le site industriel de Mulhouse, la société a sollicité le report d'une partie de leur dette URSSAF à hauteur de 193 milliers d'euros. Ce report vient en complément d'un retard de paiement de 490 milliers d'euros de taxe professionnelle.

Le plan de paiement accordé par la Trésorerie Générale du Haut-Rhin en 2006 au titre d'une partie des dettes 2005 a été respecté et la société a remboursé la totalité de ses dettes 2005 au 31 décembre 2006.

Note 19. – Engagements reçus et donnés

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Avals, cautions, garanties reçus	753	1 296
Quotas d'émission de gaz restant à recevoir (1)	58	377
Avals, cautions, garanties donnés	648	1 831
Affecturation (2)	5 305	4 810

(1) Les quotas d'émission de gaz à effet de serre restant à recevoir en 2007 sont valorisés au cours du 31 décembre 2006 soit 6,48 € l'unité (cotation powernext).

(2) Risque maximal dans le cas où aucune des créances remises aux facteurs ne serait réglée, même celles faisant l'objet d'assurance crédit.

La marque « DMC » apportée à la société Sogemar au 31 décembre 2001 est nantie au profit de la communauté des prêteurs en vertu du protocole de la dette bancaire de Dollfus-Mieg & Cie SA en date du 19 avril 1999 et modifié par avenant du 5 mars 2001.

Dans le cas où les prêteurs de Dollfus-Mieg & Cie SA seraient conduits à réaliser le nantissement de la marque « DMC », Dollfus-Mieg & Cie SA deviendrait débitrice de la société Sogemar à hauteur de la valeur de la marque « DMC » et dans la limite du montant de leur créance.

La société a signé une lettre de soutien au profit de The Dollfus Mieg Company, Inc pour laquelle le Conseil de Surveillance avait donné une autorisation préalable.

Engagements sociaux : cf. note 10 – Provisions pour risques et charges

En cas de licenciement, il serait attribué à Mr Jacques Boubal, Président du Directoire, en sus de l'indemnité conventionnelle liée à son ancienneté acquise dans le Groupe, une indemnité de 14 mois basée sur l'ensemble de sa rémunération annuelle.

Note 20. – Incidences des dispositions fiscales dérogatoires

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Résultat avant impôts	-3 591	-14 934
Résultat après impôts	-3 591	-14 964
Variation des provisions réglementées et amortissements dérogatoires		
Résultat hors dispositions fiscales dérogatoires	-3 591	-14 964

Note 21. – Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

(En milliers d'euros.)	2006		2005	
Accroissement de la dette future d'impôts (1)	2 083	x 33,33 %	694	926
Allègement de la dette future d'impôts				
Provisions pour risques et charges non déductibles	3 397			
Autres	3 930			
Total	7 327	x 33,33 %	2 442	2 550

(1) L'accroissement de la dette future d'impôts correspond au traitement fiscal de l'écart sur amortissement des immobilisations corporelles constaté au 1er janvier 2005 en application du Règlement 2002-10.

Pour information :

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Moins-values à long terme	248 199	251 348
Déficits imprescriptibles	212 442	201 774

Note 22. – Effectif moyen

	2006	2005
Cadres	68	78
VRP	11	12
Etam	161	174
Ouvriers	261	310
Total	501	574

Note 23. – Rémunération des dirigeants (acquises sur l'exercice)

Membres du Conseil de Surveillance : 234 milliers d'euros (2005 : 264 milliers d'euros).

Membres du Directoire : 1 204 milliers d'euros (2005 : 1 290 milliers d'euros).

Note 24. – Evénements postérieurs au 31 décembre 2006

En février 2007, la société et la Communauté d'Agglomération de Mulhouse Sud Alsace ont signé la cession par le Groupe de 10 hectares de terrains qu'il possède à Mulhouse ; le prix de la présente vente est de 6 millions d'euros. Cette cession s'accompagne d'un crédit-bail immobilier portant :

- sur l'ensemble immobilier industriel existant à Mulhouse (valeur de cession 3,6 millions d'euros) ;
- et sur la modernisation de cet ensemble dans la limite de 2,4 millions d'euros.

V. – Tableau des filiales et participations

(En monnaie locale)	Capital	Capitaux propres hors capital et incluant le résultat de l'exercice	Quote-part du capital détenu	Valeur brute comptable des titres détenus (en milliers d'euros)	Valeur nette comptable des titres détenus
A) Titres représentant + 1 % du capital Filiales (1)					

Copartex - France	2 090 910	-2 144 729	97,37	2 654	0
DMC - Espagne	2 828 028	-884 347	99,98	4 542	1 898
DMC - Etats-Unis	(4) 29 100 000	-26 541 324	100,00	52 264	5 311
DMC - Italie	675 000	355 498	99,99	2 568	1 183
DMC Needlecraft - Australie	(3) 2 445 000		100,00	1 549	0
DMC Tissus - France	16 955 983	-6 894 336	99,99	92 713	10 061
Imexor - France	168 000	-726 404	99,00	917	1
Loisirs et Création - France	5 487 000	-1 965 886	71,07	3 899	3 899
SOGEMAR - France	42 000 150	2	99,99	42 000	42 000
B) Titres représentant - 1 % du capital					
Filiales (1)					
Françaises				9	9
Etrangères				1 656	542
Participations (2)					
Françaises				534	157
Etrangères				153	1

(1) Filiales : + 50 % du capital détenu.

(2) Participations : 10 à 50 % du capital détenu.

(3) Société sous administration volontaire.

(4) 1 \$ = 0,79809 €.

(En monnaie locale)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires hors taxes de l'exercice	Résultat d'exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
A) Titres représentant + 1 % du capital					
Filiales (1)					
Copartex - France	49		-	-5	
DMC - Espagne	-		5 977	-353	
DMC - Etats-Unis	8 436		17 140	2 042	
DMC - Italie	-		7 469	-45	
DMC Needlecraft - Australie	-		-	-	
DMC Tissus - France	2 477		71 773	-3 903	
Imexor - France	873		361	-336	
Loisirs et Création - France	1 677		29 142	-2 193	
SOGEMAR - France			-	2 898	2 898
B) Titres représentant - 1 % du capital					
Filiales (1)					
Françaises	-				
Etrangères	556				
Participations (2)					
Françaises	76				
Etrangères	-				

(1) Filiales : + 50 % du capital détenu.

(2) Participations : 10 à 50 % du capital détenu.

(3) Société sous administration volontaire.

(4) 1 \$ = 0,9809 €.

B. – Projet d'affectation du résultat

Il est prévu d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de -3 590 859,65 € en totalité au poste « report à nouveau ».

C. – Comptes consolidés

Par souci d'homogénéité, les bilans, comptes de résultats et flux de trésorerie consolidés sont présentés dans le même format en 2004, 2005 et 2006.

I. – Bilan consolidé au 31 décembre 2006

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2006 net	2005 net	2004 net
Actifs non-courants				
Ecarts d'acquisition	4	-	-	-
Immobilisations incorporelles	5	10 201	10 514	9 199
Immobilisations corporelles	6	28 163	29 063	30 441
Participations dans les sociétés mises en équivalence	7	0	0	762
Actifs financiers	8	4 217	4 005	6 257
Actifs d'impôt différé	9	1 189	1 489	1 259
Total des actifs non-courants		43 770	45 071	47 918
Actifs courants				
Stocks	10	34 348	36 519	41 377
Clients	11	28 051	26 714	31 392
Autres débiteurs	12	6 097	5 654	5 769
Autres actifs financiers	8	105	88	149
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	6 522	5 215	13 450
Total des actifs courants		75 123	74 190	92 137
Actifs détenus en vue d'être cédés	14	1 157	1 295	-
Total de l'actif		120 050	120 556	140 055

Passif	Notes	2006	2005	2004
Capitaux propres				
Capital	15	60 874	62 352	62 352
Primes et réserves	16	-57 772	-67 092	-57 548
Ecarts de conversion	17	1 924	936	1 158
Résultat de l'exercice		-6 011	-11 812	-8 796
Capitaux propres part du groupe		-985	-15 616	-2 834
Intérêts minoritaires		1 187	1 922	2 126
Total des capitaux propres		202	-13 694	-708
Passifs non-courants				
Provisions à long terme	18	8 629	9 168	9 192
Passifs financiers	19	41 055	4 887	4 514
Impôts différés	9	-	60	106
Total du passif non-courant		49 684	14 115	13 812
Passifs courants				
Provisions à court terme	18	2 601	2 978	6 554
Dettes d'impôt	20	-	-	-
Fournisseurs	21	25 032	25 923	24 319

Autres créiteurs	22	21 149	19 744	21 350
Autres passifs financiers	19	21 382	71 490	74 728
Total du passif courant		70 164	120 135	126 951
Passifs détenus en vue d'être cédés	23			
Total du passif		120 050	120 556	140 055

II. – Comptes de résultats consolidés

(En milliers d'euros.)	Notes	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires		179 460	187 267	204 277
Coût des ventes		109 039	115 477	122 639
Marge provenant du chiffre d'affaires		70 421	71 790	81 638
Frais commerciaux		51 590	52 005	51 483
Frais généraux		20 691	23 220	25 040
Marge d'activité	24	-1 860	-3 435	5 115
Autres produits et charges opérationnels courants	25	-368	-3 131	-5 196
Autres produits et charges opérationnels non courants	26	0	-70	-3 759
Résultat opérationnel		-2 228	-6 636	-3 840
Coût de l'endettement financier net	27	-4 074	-3 908	-3 562
Autres produits et charges financiers	28	-483	-1 009	-1 046
Charge d'impôt	29	-585	194	750
Quote-part du résultat des sociétés en équivalence	7		-762	-704
Résultat net avant résultat des activités arrêtées		-7 370	-12 121	-8 402
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	30	624	132	222
Résultat net		-6 746	-11 989	-8 180
Part du groupe		-6 011	-11 812	-8 796
Intérêts minoritaires		-735	-177	616
Résultat par action (euro)	31	-0,34	-0,76	-0,56
Résultat dilué par action (euro)	31	-0,16	-0,72	-0,55

III. – Variation des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros.)	Capital souscrit	Primes liées au capital	Ecart de conversion	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres part groupe	Minoritaires	Total
Au 1er janvier 2005	62 352	75 353	1 158	-141 697	-2 834	2 126	-708
Résultat de l'exercice 2005				-11 812	-11 812	-177	-11 989
Dividende distribué							
Ecart de conversion			-222		-222		-222
Cession SEDAF				-669	-669		-669
Actualisation dépôts de garantie				-81	-81	-25	-106
Arrondis et divers				2	2	-2	
Au 31 décembre 2005	62 352	75 353	936	-154 257	-15 616	1 922	-13 694
Résultat de l'exercice 2006				-6 011	-6 011	-735	-6 746
Réduction de capital (AGE du 27/02/2006)	-15 588			15 588			
Augmentation de capital	14 110				14 110		14 110
Dérivée capitaux propres des obligations convertibles				5 857	5 857		5 857

Frais d'émission				-311	-311		-311
Ecart de conversion			988		988		988
Arrondis et divers				-2	-2		-2
Au 31 décembre 2006	60 874	75 353	1 924	-139 136	-985	1 187	202

IV. – Flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros.)	décembre 2006	décembre 2005
Résultat net des sociétés intégrées (minoritaires inclus)	-6 746	-11 989
Dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation	4 575	2 025
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur (plus) ou moins values de cession	43	-362
Autres produits et charges calculés	-	-
Résultat des sociétés en équivalence	-	762
Coût de l'endettement financier net et autres éléments financiers	4 074	4 408
Dividendes (titres non consolidés)	5	4
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	585	-194
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 536	-5 346
Impôts versés	-285	-128
Variation des stocks	2 966	5 981
Variation des comptes clients	-1 607	5 957
Variation des comptes fournisseurs	-891	1 504
Variation des autres créances et dettes	-1 418	408
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 301	8 376
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 131	-8 309
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	230	401
Acquisitions d'actifs financiers	-360	-699
Cessions d'actifs financiers	449	799
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	-	-
Dividendes reçus (titres non consolidés)	5	4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 807	-7 804
Variation des concours bancaires courants et crédits court terme	-2 414	-1 474
Variation financement factoring	3 424	-4 834
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	6 569	3 577
Remboursement d'emprunts	-7 083	-2 433
Augmentation de capital	6 647	-
Intérêts financiers versés	-4 248	-4 095
Intérêts financiers reçus	174	187
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	3 069	-9 072
Incidence des variations des cours des devises	-256	265
Variation nette de la trésorerie	1 307	-8 235
Disponibilités à l'ouverture de l'exercice	5 215	13 450
Dont valeurs mobilières de placement	3 368	8 277
Dont valeurs disponibles	1 847	5 173
Disponibilités à la clôture de l'exercice	6 522	5 215
Dont valeurs mobilières de placement	2 906	3 368
Dont valeurs disponibles	3 616	1 847

Endettement net à l'ouverture de l'exercice	71 162	65 792
Variation à périmètre constant	-8 100	5 370
Augmentation de capital (*)	-7 147	-
Variation de périmètre	-	-
Endettement net à la clôture de l'exercice	55 915	71 162

(*) Conversion d'emprunts en capital.

V. – Résultat et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices

	2006	2005	2004	2003	2002
Capital en fin d'exercice					
Capital social (en milliers d'euros)	60 874	62 352	62 352	62 352	62 352
Nombre d'actions ordinaires existantes	20 291 264	15 588 024	15 588 024	15 588 024	15 588 024
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer	8 855 767	308 500	527 174	527 174	527 174
Par conversion d'obligations	8 544 924				
Par exercice de droits de souscription					
Par exercice d'option de souscription d'actions	310 843	308 500	527 174	527 174	527 174
Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	68 480	66 746	73 991	93 392	122 297
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-508	-2 929	-7 720	4 281	-4 718
Impôts sur les bénéfices		-30	-30	-30	-30
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-3 591	-14 964	-11 478	3 380	5 971
Résultat distribué					
Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	-0,03	-0,19	-0,50	0,27	-0,30
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-0,18	-0,96	-0,74	0,22	0,38
Dividende distribué à chaque action					
Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	501	574	628	785	1 105
Montant de la masse salariale de l'exercice (en milliers d'euros)	15 763	20 573	18 318	22 669	29 275
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales...) (en milliers d'euros)	6 832	7 792	7 391	8 556	10 059

VI. – Annexe aux comptes consolidés 2006

Comptes arrêtés par le Directoire du vendredi 9 mars 2007.

1. – Faits marquants de l'exercice

Le chiffre d'affaires du groupe s'établit à 179 460 K€, en baisse de 4 % par rapport à 2005. L'activité DMC Creative World baisse de 4,7 % et l'activité Sportswear de 4,9 %, baisse essentiellement liée à l'arrêt de l'usine d'Orangeburg aux Etats Unis. La chaîne de magasins Loisirs & Création régresse de 0,9 %.

Le résultat opérationnel, après produits opérationnels courants et non courants, s'établit à -2 228 K€. L'année précédente le résultat opérationnel était négatif de -6 636 K€

La perte nette part du groupe est de -6 011 K€, elle était de -11 812 K€ en 2005.

Les opérations financières, augmentation de capital et émissions d'obligations convertibles autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2006 et lancées le 13 juillet, se sont conclues avec les résultats suivants :

- l'augmentation de capital a été souscrite à 90,5 % pour 14 110 K€ ;
- l'émission d'obligations convertibles à 91,4 % pour 26 916 K€.

Les opérations financières sont détaillées en note 19.e.

2. – Règles et principes comptables appliqués

Les comptes consolidés de DMC sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

a) Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés conformément aux normes IFRS, en euros, monnaie de fonctionnement du groupe. Ils sont arrondis au millier d'euros le plus proche.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les passifs échus au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de la période constituent des passifs courants. Tous les autres passifs sont non courants.

b) Principes de consolidation

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci. Le contrôle est généralement présumé exister si le groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le groupe est en mesure d'exercer une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. L'influence notable est généralement présumée exister si le groupe détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du groupe dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Les états financiers des entreprises associées sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où l'influence notable est constatée jusqu'à la date où l'influence notable cesse.

Les coentreprises sont des sociétés dont le groupe a un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités en vertu d'un accord contractuel.

Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du groupe dans la coentreprise est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du groupe dans l'actif net de la coentreprise.

Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

c) Regroupement d'entreprises

Le groupe applique la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises, sans retraiter rétrospectivement les regroupements d'entreprises intervenus avant le 1er janvier 2004, comme le permet la norme IFRS 1.

En application de la norme IFRS 3 :

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et dettes identifiables sont comptabilisées comme goodwill à l'actif du bilan. Ces différences positives sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur (voir paragraphe g ci-après sur les dépréciations d'actifs).

Les différences négatives entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et dettes identifiables acquis (goodwill négatifs) sont enregistrées directement en résultat de l'exercice.

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur base de la juste valeur des actifs nets acquis.

d) Méthodes de conversion

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs des sociétés du groupe exprimés en devises étrangères, y compris le goodwill et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les produits et les charges de ces sociétés sont convertis en euros au cours de change moyen de la période. Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les principaux taux de change appliqués hors zone euro ont été les suivants :

Devise contre euros		2006	2005	2004
Dollar US	Bilan	0,759	0,848	0,734
	Compte de résultat	0,798	0,802	0,813
Livre Sterling	Bilan	1,489	1,459	1,418
	Compte de résultat	1,463	1,461	1,479

e) Actifs incorporels

Les dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles, sont comptabilisées en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement ayant pour but d'améliorer de manière substantielle la production de produits et de procédés nouveaux sont capitalisées si le produit ou le procédé est jugé techniquement et commercialement viable et que le groupe dispose de ressources suffisantes pour en achever le développement.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les autres actifs incorporels acquis par le groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuels.

Les autres actifs incorporels incluent principalement les logiciels et les droits au bail des magasins Loisirs & Création. Les droits d'enregistrement viennent en complément de la valeur des droits au bail.

Les logiciels, d'une valeur significative, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée d'utilisation probable, comprise entre 1 et 8 ans. Les droits au bail, actifs à durée d'utilisation indéfinie, ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation indiqués au paragraphe g.

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût directement attribuable diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuels.

Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations corporelles sont immobilisés, comme élément du coût, sur la période de temps nécessaire pour préparer l'actif à son utilisation prévue.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces dernières sont comptabilisées séparément.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les subventions publiques accordées au groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées en autres créditeurs et portées au compte de résultat sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

L'amortissement est comptabilisé en charges sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées retenues sont les suivantes :

— bâtiments d'exploitation : de 10 à 35 ans ;

— installations techniques, agencements et matériels : de 5 à 20 ans.

Les immobilisations en crédit-bail sont amorties sur des durées de vie identiques à celles retenues dans le cas où le groupe est propriétaire.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.

La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles.

g) Dépréciation d'actifs

Conformément à la norme IAS 36, « Dépréciation d'actifs », les actifs générant des flux de trésorerie propres et les actifs inclus dans des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances nouvelles indiquent que les actifs ou les UGT pourraient avoir subi une perte de valeur.

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel, indépendamment de tout indice de dépréciation, ou dès lors qu'un événement ou une circonstance laisse à penser qu'ils pourraient avoir perdu de la valeur. Ce test de dépréciation est basé sur les projections de flux de trésorerie actualisés attachés à l'actif testé. S'agissant des droits au bail il peut être également procédé à des estimations à dire d'expert.

En cas d'existence d'une indication interne ou externe de perte de valeur, la société évalue à chaque date de clôture, la valeur recouvrable de l'actif concerné et comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif en particulier, la société détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable de l'actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des frais de cession et sa valeur d'utilité.

Afin de déterminer la valeur d'utilité, la société s'appuie sur des estimations de flux de trésorerie futurs avant impôt généré par l'actif ou l'UGT sur la durée d'utilité de l'actif ou de l'UGT testé, et ce selon les mêmes méthodes que celles utilisées pour les évaluations initiales. Au-delà d'une certaine durée, les flux de trésorerie peuvent être estimés en appliquant des taux de croissance ou de décroissance stable.

Les flux de trésorerie futurs sont actualisés en retenant des taux du marché à long terme avant impôt qui reflètent les meilleures estimations de DMC de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques des actifs ou de l'UGT.

Les pertes de valeur et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées respectivement sous les rubriques « Autres produits et charges opérationnels courants » et « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession » dans le compte de résultat.

Les UGT identifiées pour l'affectation et la réalisation des tests de perte de valeur sont : DMC Creative World, Loisirs & Création, Sportswear.

h) Stocks

Les matières premières et fournitures sont évaluées au plus faible du coût d'achat (selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation. Les produits finis et les produits en-cours sont évalués au plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation.

Les coûts de production incluent les coûts directs de matière première, de main-d'oeuvre et une quote-part des frais généraux, à l'exclusion des frais généraux administratifs.

La valeur de marché des matières premières et des autres éléments stockés, se fonde sur la valeur nette de réalisation et tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence des stocks à rotation lente.

i) Clients et autres débiteurs

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

j) Actifs et passifs financiers

Conformément aux normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation », DMC a adopté à partir du 1er janvier 2005 la classification présentée ci-après pour les actifs et passifs financiers, sur la base des objectifs retenus par la Direction à leur date d'acquisition. La désignation et le classement de ces titres sont réalisés lors de la comptabilisation initiale. Le classement, la présentation et l'évaluation des actifs financiers s'analysent comme suit :

J 1) Actifs financiers

Actifs financiers évalués à la juste valeur, avec variations de valeur en compte de résultat

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation l'amendement « option juste valeur » à l'IAS 39 adopté par la Commission Européenne le 15 novembre 2005. Il est appliqué à compter du 1er janvier 2006 et n'a pas d'incidence dans la présentation des états financiers.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur, avec variations de valeur en compte de résultat comprennent les actifs détenus à des fins de transaction et les instruments financiers désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat dès leur comptabilisation initiale. Cette

catégorie inclut les actifs financiers acquis dans le but principal de revente à court terme (généralement sur une période de moins de 12 mois) ou faisant partie d'un portefeuille pour lequel existe une indication d'un rythme effectif récent de prise de bénéfice à court terme. Les instruments dérivés sont considérés comme détenus à des fins de transaction sauf s'ils sont désignés comme instruments de couverture.

Ces actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction sans déduction des coûts de transaction qui pourraient être encourus lors de leur vente et de l'achat. Les gains et pertes, réalisés ou latents, liés au changement de la juste valeur de ces actifs sont enregistrés en résultat financier consolidé.

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers, autres que des instruments dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Ces placements sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers, autres que des instruments dérivés, qui ont été désignés comme tels par la Direction ou qui ne sont pas classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur du compte de résultat » ou « Actifs détenus jusqu'à leur échéance » ou « Prêts et créances ». Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique « Actifs financiers non courants ».

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur sans déduction des coûts de transaction qui pourraient être encourus lors de leur vente et de l'achat. Les gains et pertes latents résultant du changement de la juste valeur de ces actifs sont constatés en capitaux propres dans la période au cours de laquelle ils interviennent. Lorsque ces actifs financiers sont vendus ou lorsqu'une perte de valeur est constatée, les gains et pertes cumulés, précédemment constatés en capitaux propres, sont comptabilisés dans le résultat financier consolidé.

Les actifs financiers disponibles à la vente représentant des participations dans des sociétés qui n'ont pas de cotation sur un marché actif, et dont la juste valeur ne peut être déterminée, sont évalués à leur coût d'acquisition.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, autres que des instruments dérivés, à paiements déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont présentés en actifs courants, sous la rubrique « Autres actifs courants » dans le cadre des prêts et sous la rubrique « Créances clients et comptes rattachés » pour les clients lorsqu'ils ont une échéance de moins de 12 mois à la date de clôture du bilan. Lorsque l'échéance est supérieure à 12 mois, les prêts et créances sont classés sous la rubrique « Actifs financiers non courants ». Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Il s'agit des disponibilités et des valeurs mobilières de placement (dont le risque de juste valeur est négligeable) représentant les liquidités effectivement disponibles, incluant caisses, soldes bancaires disponibles et dépôts à court terme à échéance de moins de trois mois à l'origine.

J 2) Instruments financiers

Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture de transactions opérationnelles sont initialement et ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier consolidé de la période au cours de laquelle elles interviennent.

Lorsque l'instrument financier peut être qualifié d'instrument de couverture, ces instruments sont évalués et comptabilisés conformément aux critères de la comptabilité de couverture de la norme IAS n° 39.

J 3) Dépréciation

Les indicateurs de pertes de valeur définis par la norme IAS 39 sont examinés pour l'ensemble des actifs financiers à chaque date de clôture. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels, des difficultés financières significatives de l'émetteur ou du débiteur, une probabilité de faillite ou une baisse prolongée ou significative du cours de bourse. Une perte de valeur est constatée au compte de résultat lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation d'un actif.

Les pertes de valeur sont évaluées et comptabilisées de la façon suivante :

La perte de valeur des prêts et créances et des placements détenus jusqu'à leur échéance, qui sont comptabilisés à leur coût amorti, représente la différence entre la valeur comptable des actifs et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs réestimés, actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif.

Concernant les actifs financiers disponibles à la vente, les pertes cumulées précédemment constatées directement en capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'une perte de valeur est identifiée. La perte de valeur correspond à la différence entre le coût d'acquisition (net de tout remboursement en principal et de tout amortissement) et la juste valeur à la date de dépréciation, diminuée de toute perte de valeur précédemment constatée au compte de résultat.

La dépréciation des titres de sociétés qui n'ont pas de cotation sur un marché actif, et qui sont valorisés au coût, correspond à la différence entre la valeur comptable de ces titres et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt courant du marché pour des actifs financiers similaires.

Les pertes de valeur sur les participations, à long terme ou à court terme, sur les prêts et les créances sont constatées dans le résultat financier consolidé. Les pertes de valeur sur les titres de sociétés qui n'ont pas de cotation sur un marché actif, et qui sont valorisés à leur coût, et sur les instruments de capitaux propres classés en actifs financiers disponibles à la vente, ne peuvent pas être reprises.

J 4) Opérations de couverture

Les opérations de couverture s'effectuent en ayant recours à des instruments financiers dérivés ou non, dont les variations de juste valeur ont pour but de compenser les variations de valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert.

Des instruments financiers dérivés sont désignés comme instruments de couverture et sont comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture dès lors (a) qu'il existe une désignation et une documentation formalisées décrivant la relation de couverture ainsi que l'objectif de la direction en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture à l'initiation de l'opération, (b) que la Direction s'attend à ce que la couverture soit hautement efficace dans la compensation des risques, (c) que les transactions prévues faisant l'objet de la couverture sont hautement probable et comportent une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait in fine affecter le compte de résultat, (d) que l'efficacité de la couverture peut être mesurée de façon fiable et (e) que l'efficacité de la couverture est évaluée de façon continue et que la couverture est déterminée comme hautement efficace durant toute la durée de la couverture.

Ces critères sont appliqués lorsque le groupe a recours à des instruments dérivés désignés comme instruments de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie ou comme instruments de couverture d'un investissement net dans une entité étrangère.

Couverture de juste valeur

Une couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, pouvant affecter le résultat.

Les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture et les variations de la juste valeur de l'élément couvert, attribuables au risque identifié, sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges opérationnels courants » pour les opérations de couvertures relatives aux activités opérationnelles et en résultat financier pour les opérations de couverture liées aux activités d'investissement et de financement.

Couverture de flux de trésorerie

Une couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations des flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable, et qui pourraient affecter le résultat.

Les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées en capitaux propres pour ce qui concerne la partie efficace de la relation de couverture tandis que les variations de la juste valeur relatives à la partie inefficace de la couverture sont constatées au compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges opérationnels courants », pour la couverture des éléments relatifs aux activités opérationnelles et en résultat financier pour la couverture des éléments liés aux activités d'investissement et de financement.

Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment comptabilisées en capitaux propres sont transférées dans le compte de résultat lorsque la transaction couverte affecte ce dernier. Les gains et pertes ainsi transférés sont comptabilisés dans les « Autres produits et charges opérationnels courants » pour la couverture des activités opérationnelles et en résultat financier pour la couverture des activités d'investissement et de financement.

Lorsque la transaction prévue se traduit par la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont intégrées dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif concerné.

Couverture de change d'un investissement net dans une entité étrangère

Une couverture de change d'un investissement net dans une entité étrangère est comptabilisée de la même manière qu'une couverture de flux de trésorerie. Les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées en capitaux propres pour ce qui concerne la partie efficace de la relation de couverture, tandis que les variations de la juste valeur relative à la partie inefficace de la couverture sont constatées en résultat financier. Lorsque l'investissement dans l'entité étrangère est cédé, toutes les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment comptabilisées en capitaux propres sont transférées au compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges opérationnels courants ».

J 5) Passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués d'emprunts bancaires et d'instruments de dette. Les emprunts bancaires et les instruments de dette sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération.

Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les frais relatifs à l'émission d'emprunts ou d'obligations ainsi que toute différence entre les produits d'émission nets des coûts de transaction et la valeur de remboursement sont constatés en résultat financier sur la durée de vie des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J 6) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas des titres de participations et des valeurs de placement, et en fonction des cours de marché à la clôture dans le cas des instruments dérivés négociés sur des marchés actifs.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation, communément admises, et hypothèses déterminées par DMC en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

k) Capitaux propres

Les frais externes directement liés aux augmentations de capital, réduction de capital, rachat d'actions pour réduction de capital sont imputés sur les autres réserves, nets d'impôt lorsqu'une économie d'impôt est générée.

l) Emprunts obligataires convertibles en actions

Les emprunts obligataires convertibles en actions sont comptabilisés comme des instruments financiers composés.

La composante des emprunts obligataires convertibles inscrite en capitaux propres correspond à l'excédent de la valeur de remboursement sur la valeur actualisée des intérêts futurs et du nominal, déterminée en fonction du taux d'intérêt du marché d'une dette similaire n'ayant pas de composante « capitaux propres ». La charge d'intérêt reprise en résultat est calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'émission pris en compte sont étalés sur la durée de l'emprunt.

m) Autres emprunts

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés à leur valeur d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont, par la suite, comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

n) Avantages du personnel

On se reportera à la note 18 ci-après.

En application de la norme IFRS 2 sur les rémunérations en actions ou liées aux actions, les plans octroyés après le 7 novembre 2002 font l'objet d'une valorisation spécifique (correspondant à la valeur de l'option à la date d'octroi) dont les effets sont pris en charge sur base linéaire sur la période d'acquisition des droits donnant lieu à la rémunération.

o) Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail

Des indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en provision et en charges lorsque le groupe est engagé à mettre fin au contrat de travail d'une ou plusieurs catégories de salariés avant l'âge de la retraite ou suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Ces indemnités de fin de contrat de travail ne confèrent pas au groupe d'avantages économiques futurs (prestation de service des salariés) et sont donc comptabilisées immédiatement en charges.

Des provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a annoncé auprès de l'ensemble des salariés concernés ou de leurs représentants un plan social détaillé et formalisé en application de la norme IAS 37. Ces plans sociaux peuvent se traduire par des mesures de licenciement ou de mise en départ en préretraite.

Les indemnités sont calculées en fonction du nombre approximatif des personnes pour lesquelles il doit être mis fin au contrat de travail.

p) Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le groupe.

Le groupe, de manière générale, évalue les risques environnementaux au cas par cas, en fonction des exigences légales applicables, et comptabilise une provision sur base des meilleures informations disponibles, sous réserve que ces informations permettent de déterminer une perte probable, estimée de façon suffisamment fiable.

q) Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont enregistrées à leur coût.

r) Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

s) Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les produits sont évalués après déduction des escomptes accordés par le groupe.

t) Autres produits et charges opérationnels courants

Ils comprennent les opérations non liées au cycle d'exploitation usuel du groupe.

u) Autres produits et charges opérationnels non courants

Ils comprennent des opérations significatives, en nombre très limité, bien identifiées, et particulièrement inhabituelles. Ces opérations sont décrites dans une note de l'annexe.

v) Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation durant chaque période considérée.

Le résultat net dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions, en supposant, d'une part l'exercice des options de souscription d'actions existantes, et d'autre part la conversion des instruments financiers donnant accès au capital, après prise en compte dans les résultats des incidences financières théoriques de ces opérations.

w) Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe, exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs. Le premier et le deuxième niveau de l'information sectorielle du groupe sont respectivement le « secteur d'activité » et le « secteur géographique ».

Les secteurs primaires sont :

- DMC Creative World : production, négoce et commercialisation d'articles de broderie, crochet, couture et tricot ;
- la chaîne de magasins « Loisirs & Création » : commerce d'articles de loisirs créatifs en magasins spécialisés ;
- le Sportswear : production et commercialisation de tissus d'habillement velours et sportswear destinés au marché de la confection ;
- et sièges : coûts non directement rattachés aux autres secteurs.

Les secteurs géographiques sont la France, l'Europe hors France, l'Amérique du Nord et le reste du monde.

Les coûts réels d'exploitation sont rattachés directement au secteur qui les supporte ; les frais de holding affectables sont imputés aux secteurs opérationnels selon une clé de répartition intégrant notamment les notions de chiffres d'affaires, d'effectifs et de capitaux employés. Les frais de holding non affectables sont supportés par le secteur « sièges ».

x) Informations relatives aux parties liées

DMC n'a pas de relations telles que définies par la norme IAS 24 avec d'autres parties liées que des filiales non consolidées (non significatives) et ses dirigeants.

y) Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés requiert de la part de la Direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'impacter les montants qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent. Les estimations et hypothèses portent en particulier sur la valeur des actifs incorporels et corporels estimée sur la base des flux de trésorerie actualisés, les impôts différés actifs, les provisions pour créances douteuses et les provisions pour risques et charges. Les montants réels peuvent différer de ces estimations.

3. – Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées

La liste des sociétés consolidées est la suivante :

	% (1)
Dollfus Mieg & Cie DMC (Société mère)	100
CICAM (Cameroun)	35
Copartex	97
DMC Creative World (Grande-Bretagne)	100
DMC Kabushiki Kaisha (Japon)	100
Dollfus Mieg & Cie (Belgique)	100
Dollfus Mieg & Cie (Portugal)	100
DMC Creative World (Singapour)	100
DMC Tissus	100
Dollfus Mieg & Cia (Espagne)	100
Dollfus Mieg & Cie (Italie)	100
Double Arch Ltd (Grande-Bretagne)	100
Imexor	100
Loisirs & Création SAS	71
Monofil Technology Ltd (Grande-Bretagne)	100
Sogemar SNC	100
The Dollfus Mieg Company Inc (Etats-Unis)	100

(1) Fraction du capital détenue par le groupe.

La méthode de l'intégration globale est appliquée pour toutes les sociétés du périmètre, celles-ci étant contrôlées de manière exclusive, à l'exception de la Cicam consolidée par équivalence.

Le périmètre de consolidation 2006 est identique à celui des années 2005 et 2004.

4. – Ecart d'acquisition

Il n'y a plus d'écarts d'acquisition dans les comptes du groupe DMC.

5. – Immobilisations incorporelles

Variation des immobilisations

(En milliers d'euros.)	Fonds de commerce Droits au bail	Logiciels et divers	Quotas de CO2	Total
Au 1er janvier 2005	4 748	4 451		9 199
Dont valeur brute	4 896	10 316		15 212
Dont amortissements	148	5 865		6 013
Acquisitions / attributions	1 032	707	820	2 559
Cessions / diminutions		-30	-197	-227
Dotations aux amortissements		-1 017		-1 017
Au 31 décembre 2005	5 780	4 111	623	10 514
Dont valeur brute	5 852	10 286	623	16 761
Dont amortissements	72	6 175	0	6 247
Acquisitions / attributions		354	790	1 144
Cessions / diminutions		-20	-575	-595
Dotations aux amortissements		-833	-29	-862
Au 31 décembre 2006	5 780	3 612	809	10 201
Dont valeur brute	5 852	10 474	838	17 164
Dont amortissements	72	6 862	29	6 963

Au 31 décembre 2006 la valeur des droits Loisirs & Création est de 5 007 K€, valeur identique à celle du 31 décembre 2005. Les acquisitions de droits au bail en 2005 concernaient les magasins du Mans, de Nîmes et de Brest de la chaîne Loisirs & Création.

La valeur d'utilité de la chaîne Loisirs & Création est déterminée sur la base du business plan actualisé, comprenant une croissance prudente de l'activité et de sa rentabilité. Les droits au bail font également, le cas échéant, l'objet d'estimations immobilières.

Dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas, les sociétés DMC et DMC TISSUS ont respectivement bénéficié de l'attribution de 8 885 et 26 456 unités pour la période 2005-2007. En 2005, les sociétés ont cédé 8 500 unités à des tiers. Les diminutions constatées en 2006 correspondent aux quotas à restituer à l'État au titre de l'année 2005.

Les attributions 2005 sont valorisées au cours du 13 juin 2005 (1ère cotation Powernext), les attributions 2006 sont valorisées au cours du 2 janvier 2006. Le reliquat des unités attribuées en 2005 (non vendues et non restituées) a été valorisé au cours du 29 décembre 2005.

DMC n'a pas engagé de dépenses liées aux activités de développement.

6. – immobilisations corporelles

Variation des immobilisations

(En milliers d'euros.)	Terrains	Constructions	Matériel, mobilier et outillage	Immobilisations en cours	Total
Au 1er janvier 2005	2 567	12 504	14 533	837	30 441
Dont valeur brute	3 058	36 622	98 391	837	138 908
Dont amortissements	491	24 118	83 858		108 467
Acquisitions	20	2 838	2 679	(1) 213	5 750
Cessions		-38	-540		-578
Dotations aux amortissements	-33	-1 763	-3 587		-5 383
Impairment *			-192		-192
Velcorex	-351	-942	-2		-1 295
Conversions	47	158	115		320
Au 31 décembre 2005	2 250	12 757	13 006	1 050	29 063
Dont valeur brute	3 125	38 117	96 712	1 050	139 004
Dont amortissements	875	25 360	83 706	0	109 941
Acquisitions	170	4 386	1 265	(2) -134	5 687

Cessions	-196	-875	-292		-1 363
Dotations aux amortissements	-41	-1 958	-3 170		-5 169
Impairment *			-62		-62
Velcorex	37	99	2		138
Conversions	-37	-88	-6		-131
Au 31 décembre 2006	2 183	14 321	10 743	916	28 163
Dont valeur brute	3 052	35 147	81 797	1 030	121 026
Dont amortissements	869	20 826	71 054	114	92 863

(1) dont (196) K€ de transfert en immobilisations incorporelles.

(2) dont (86) K€ de transfert en immobilisations incorporelles.

* Dépréciation des immobilisations dont la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, ou reprise en cas de cession.

Les acquisitions de 5 687 K€ concernent la chaîne de magasin Loisirs & Création pour 1 182 K€ avec l'ouverture des magasins du Havre et de Valenciennes, DMC Creative World pour 355 K€, le Sportswear pour 4 136 K€ et les sièges 14 K€.

Les acquisitions faites en 2005 de 5 750 K€ concernaient la chaîne de magasin Loisirs & Création pour 3 694 K€ avec l'ouverture des magasins d'Evry, de Saint-Quentin-en-Yvelines, du Mans, de Nice, Brest et Nîmes, DMC Creative World pour 839 K€, le Sportswear pour 1 133 K€ et les sièges 84 K€. L'impairment comptabilisé en 2005 concernait l'usine d'Orangeburg dont l'arrêt avait été décidé fin juin 2005. Les actifs encore détenus par cette société (terrain et bâtiment) sont en cours de cession et ont fait l'objet d'un transfert sur la ligne spécifique du bilan. Leur juste valeur est supérieure à la valeur comptable.

Crédit-bail

Les postes « Constructions » et « Matériel, mobilier et outillage », comprennent les biens faisant l'objet de contrats de crédit-bail :

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Terrains			
Valeur brute	166		
Amortissements	-12		
Constructions			
Valeur brute	4 841	1 354	3 289
Amortissements	-1 119	-722	-2 521
Matériel, mobilier et outillage			
Valeur brute	618	656	646
Amortissements	-345	-304	-169
Total	4 149	984	1 245

La dette correspondante figure au bilan pour 4 248 K€ (2005 : 1 096 K€, 2004 : 1 380 K€)

En février 2006, DMC Tissus a signé un contrat de crédit-bail immobilier portant sur l'ensemble immobilier à usage de bureau et d'activité à Illzach. Cette opération a été comptabilisée de la façon suivante :

— Sortie des actifs à leur valeur nette comptable : 1 085 K€ ;

— Inscription à l'actif des biens concernés par l'opération pour un montant total de 3 700 K€, amortis sur une durée de 10 ans ;

— Etalement de la plus-value de 2 597 K€ sur une durée de 10 ans.

Les loyers des immobilisations en crédit-bail se sont élevés à 546 K€ en 2006 (2005 : 286 K€). Ils devraient être de 504 K€ en 2007, de 460 K€ de 2008 à 2011.

7. – Participations dans les sociétés mises en équivalence

La seule société consolidée par équivalence est la Cicam (Cameroun) détenue par Copartex (branche Sportswear). Le pourcentage de consolidation est de 35 %. DMC n'a pas d'influence notable sur cette société, 2 membres sur 9 représentant les intérêts de DMC au conseil d'administration.

Au 31 décembre 2006 la société avait un total d'actifs et de passifs de 16 M€ (2005 : 16,9 M€), un chiffre d'affaires de 19,4 M€ (2005 : 17,8 M€), pour un résultat proche de l'équilibre (perte en 2005 : 1,4 M€). L'effectif à fin décembre était de 943 personnes (2005 : 940).

8. – Actifs financiers

(En milliers d'euros.)	2006				2005				2004			
	Total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Titres disponibles à la vente – brut	3 445	3 445			3 449	3 449			32 941	32 941		

Titres disponibles à la vente – dépréciations	-2 813	-2 813			-2 813	-2 813			-29 536	-29 536		
Créances sur participations – brut	1 593	1 560	33		1 937	1 167	770		1 167	1 167		
Créances sur participations – provision	-1 593	-1 560	-33		-1 937	-1 167	-770		-1 167	-1 167		
Prêts – brut	3 742			3 742	3 666	50		3 616	3 586	50	50	3 486
Prêts – provision	-1 376			-1 376	-1 392			-1 392	-1 406			-1 406
Autres immobilisations financières – brut	1 652	105	572	975	1 469	39	504	926	985	99	509	377
autres immobilisations financières – provision	-328		-61	-267	-286	-1	-48	-237	-237	-164		-53
Total	4 322	737	511	3 074	4 093	724	456	2 913	6 406	3 554	506	2 346

Les titres disponibles à la vente correspondent à des participations non consolidées dans lesquelles DMC n'a aucune influence notable. Les prêts se composent notamment de prêts versés dans le cadre « effort de construction » à des organismes collecteurs. Ces prêts font l'objet d'une actualisation et ont une valeur nette de 2 366 K€ (2 224 au 31 décembre 2005). Dans le cadre des loyers, DMC a versé des dépôts de garantie. Ceux-ci font également l'objet d'une actualisation. La valeur nette de ces dépôts figure en autres immobilisations financières pour 1 201 K€ (1 072 K€ en 2005) et concerne essentiellement les magasins Loisirs & Création.

9. – Actifs et passifs d'impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont inclus dans les postes suivants :

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Actifs d'impôt différé (actifs non-courants) - brut	2 169	1 489	1 259
Dépréciation	-980		
Impôts différés (passifs non-courants)	-	60	106
Impôts différés nets	1 189	1 489	1 259

Les impôts différés actifs sont générés par des provisions temporairement non déductibles et par les déficits fiscaux dès lors que leur utilisation est probable. Les impôts différés passifs sont dus principalement aux amortissements et sont en majeure partie à long terme. Les actifs d'impôts différés relatifs aux décalages temporaires sont en quasi-totalité non comptabilisés, en raison des déficits réalisés de manière récurrente depuis 1990 sauf pour Loisirs & Création dont le plan à moyen terme laisse envisager une utilisation probable du report déficitaire. La valeur comptable de l'actif d'impôt différé constaté enregistré en 2005 et en 2006 a été dépréciée à hauteur de 980 K€ dans la mesure où les résultats estimés sur les années 2007 à 2010 ne permettent pas d'utiliser une partie de cet actif. Cette dépréciation fera l'objet d'une reprise dans la mesure où il devient probable que les bénéfices suffisants seront disponibles. Le groupe n'a pas demandé le bénéfice du régime d'intégration fiscale des groupes de sociétés. Pour les sociétés françaises autres que Loisirs & Création, l'estimation des déficits fiscaux reportables et non utilisés représentaient une économie potentielle d'impôts de l'ordre de 107 000 K€ au 31 décembre 2006. En raison de leur caractère aléatoire, ces actifs potentiels ne seront comptabilisés qu'au fur et à mesure de leur utilisation probable. Aux déficits imprescriptibles s'ajoutaient 248 200 K€ de moins values à long terme chez DMC SA.

10. – Stocks

a) Décomposition par nature

(En milliers d'euros.)	2006			2005			2004		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Matières premières	2 665	650	2 015	2 494	691	1 803	2 711	635	2 076
Fils et étoffes	22 614	8 667	13 947	26 876	9 675	17 201	33 224	10 293	22 931
Articles confectionnés	13 326	560	12 766	12 672	445	12 227	10 536	605	9 931
Travaux en cours	4 357	379	3 978	4 090	388	3 702	4 768	29	4 739
Matières consommables	2 086	444	1 642	1 867	281	1 586	1 928	228	1 700
Total	45 048	10 700	34 348	47 999	11 480	36 519	53 167	11 790	41 377

La valeur de remplacement du stock n'est pas inférieure à la valeur nette comptable et le stock n'est pas donné en nantissement de dettes.

b) Décomposition par activité

(En milliers d'euros.)	2006			2005			2004		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
DMC Creative World	17 271	3 017	14 254	17 244	3 161	14 083	17 120	2 435	14 685
Loisirs & Création	4 399	313	4 086	5 111	234	4 877	3 509	162	3 347
Sportswear	23 378	7 370	16 008	25 644	8 085	17 559	32 538	9 193	23 345
Total	45 048	10 700	34 348	47 999	11 480	36 519	53 167	11 790	41 377

Le montant de la dotation aux provisions pour dépréciations des stocks est de 5 844 K€ et la reprise de 6 624 K€. Les dotations ont été comptabilisées au regard de la valeur de réalisation des stocks. Les reprises ont été constatées lors de la sortie des stocks.

11. – Clients

Décomposition par activité

(En milliers d'euros.)	2006			2005			2004		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
DMC Creative World	17 148	1 068	16 080	18 479	1 680	16 799	19 049	1 291	17 758
Loisirs & Création	29		29	14		14	220		220
Sportswear	13 101	1 159	11 942	10 153	452	9 701	14 551	1 234	13 317
Sièges	197	197		200		200	97		97
Total	30 475	2 424	28 051	28 846	2 132	26 714	33 917	2 525	31 392

En application des normes IFRS, et bien que le risque sur les créances factorées soit quasi nul étant donné le transfert des assurances crédit, les comptes clients sont présentés avant affacturage, 14 811 K€ au 31 décembre 2006 (5 305 K€ pour l'activité Creative World et 9 506 pour l'activité Sportswear), 11 775 K€ au 31 décembre 2005 et 13 129 K€ au 31 décembre 2004.

12. – Autres débiteurs

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Créances sur cessions d'immobilisations		61	108
Débiteurs divers	4 417	3 498	3 092
Charges constatées d'avance	1 558	1 840	2 297
Comptes courants	122	255	272
Total	6 097	5 654	5 769

13. – Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Sicav de trésorerie	2 906	3 368	8 277
Disponibilités	3 616	1 847	5 173
Total	6 522	5 215	13 450

Les SICAV de trésorerie sont placées au jour le jour.

14. – Actifs détenus en vue d'être cédés

La décision de fermer l'usine d'Orangeburg aux Etats-Unis (activité Sportswear) ayant été prise fin juin 2005, l'ensemble des actifs non courants de l'usine a été regroupé sous cette rubrique, après dépréciation à la plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur estimée en fonction de leur valeur de réalisation.

15. – Capital

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2006 il a été décidé de réduire le capital social d'un montant de 15 588 024 € pour le ramener à 46 764 072 € par imputation à due concurrence sur les pertes reportées.
Le directoire, usant de la faculté qui lui a été accordée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2006, a décidé le 23 juin 2006 d'augmenter le capital par l'émission de 5 196 008 actions nouvelles de 3 € de valeur nominale.
A l'issue de la période de souscription, soit le 28 juillet 2006, l'augmentation a été souscrite pour 4 703 240 actions portant ainsi le capital à 60 873 792 €, composé de 20 291 264 actions de 3 € de valeur nominale.
L'entreprise ne détient aucune action propre et n'a pas sollicité l'autorisation d'intervenir directement ou indirectement sur son propre titre.
La totalité des actions émises par la société est entièrement libérée, elles appartiennent toutes à la même catégorie.

16. – Primes et réserves

Les primes et réserves s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Primes	75 353	75 353	75 353
Autres réserves	-133 125	-142 445	-132 901
Total	-57 772	-67 092	-57 548

Les autres réserves incluent en 2006 les frais de souscription à l'augmentation de capital pour (311) K€ et la part dérivée capitaux propres des obligations convertibles pour 5 857 K€. Le taux d'actualisation retenu de manière conventionnelle est de 4,09 %.

17. – Ecart de conversion

Le solde actuel de 1 924 K€ (936 K€ en 2005 ; 1 158 K€ en 2004) concerne les filiales euros pour (525) K€ et les filiales des zones dollar ou livre anglaise pour 2 449 K€.

18. – Provisions

a) Ventilation par nature

(En milliers d'euros.)	Retraites et avantages d'ancienneté	Restructurations	Autres	Total
Au 1er janvier 2005	7 539	3 741	4 466	15 746
Dotations	1 010	11	831	1 852
Reprises avec charges	515	3 260	630	4 405
Reprises sans charges	518	46	483	1 047
Différences de change				
Au 31 décembre 2005	7 516	446	4 184	12 146
Dotations	647	90	904	1 641
Reprises avec charges	551	432	757	1 740
Reprises sans charges	377		389	766
Différences de change	10		-61	-51
Au 31 décembre 2006	7 245	104	3 881	11 230

L'essentiel de la reprise des provisions pour restructurations constatée en 2005 et 2006 concerne le plan social de l'activité DMC Creative World provisionné en fin d'année 2004.

Les autres provisions incluent une provision pour dépollution 532 K€ et les provisions pour litiges 3 349 K€.

La provision pour dépollution résulte d'une décision de l'agence pour la protection de l'environnement aux Etats-Unis concernant la dépollution du « Leonard Chemical Site » dans le comté de York en Caroline du Sud. Ce site fut occupé par différentes entreprises dont une ancienne filiale du groupe DMC. A la suite d'une longue procédure DMC a été considérée responsable de 18 % de la pollution. La dépollution du site devrait être entreprise prochainement et risque de se poursuivre pendant de nombreuses années.

Les provisions pour litiges concernent notamment :

- plusieurs dossiers prud'homaux ;
- un engagement de maintien de personnel dans l'ancienne filiale Texunion ;
- des pénalités et majorations de retard Urssaf que les sociétés DMC SA et DMC Tissus seraient susceptibles de payer au titre du plan de paiement des dettes 2005 ;
- ainsi qu'un engagement de garanties données par le groupe à sa filiale allemande Bochmann (au titre duquel DMC a été assignée devant les tribunaux français par le liquidateur de la société Bochmann qui lui réclame 3,1 M€, provisionné à hauteur du risque que DMC estime encourir).

Les provisions sont calculées après analyse du risque et font régulièrement l'objet de révision en fonction de l'avancement des procédures.

b) Décomposition par activité

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
DMC Creative World	4 339	4 857	7 277
Loisirs & Création	57	52	39
Sportswear	3 754	4 121	4 040
Sièges	3 080	3 116	4 390
Total	11 230	12 146	15 746

c) Décomposition par échéance

	2006			2005			2004		
	- 1 an	+ 1an	Total	- 1 an	+ 1an	Total	- 1 an	+ 1an	Total
Retraites et indemnités de départ	423	6 822	7 245	420	7 096	7 516	468	7 071	7 539
Plans sociaux et licenciements	104		104	446		446	3 741		3 741
Litiges et autres provisions	2 074	1 807	3 881	2 112	2 072	4 184	2 345	2 121	4 466
Total	2 601	8 629	11 230	2 978	9 168	12 146	6 554	9 192	15 746

d) Avantages du personnel

(En milliers d'euros.)	Retraites et indemnités de départs				Total	
	Régime à prestations définies		Autres régimes			
	IFC	Pensions	MDT	Congés Anc		
Au 1er janvier 2005		3 346	575	833	2 785	7 539
Flux opérationnel		505	-354	27	-481	-303
Impact actualisation		131	8	33	108	280
Licenciement						
Différences de change						
Au 31 décembre 2005		3 982	229	893	2 412	7 516
Flux opérationnel		-325	99	17	-41	-250
Impact actualisation		131	6	33	87	257
Licenciement		-288				-288
Différences de change		10				10
Au 31 décembre 2006		3 510	334	943	2 458	7 245

Engagements couverts par un actif (indemnités de fin de carrière et pensions de retraite)

(En milliers d'euros.)	2006	2005
Valeur de l'engagement	8 629	8 530
Valeur de l'actif de couverture	8 068	7 875
Provision	561	655

En 2006, les taux de rendement des actifs de couverture sont de 4,5 % pour DMC SA et de 8 % pour DMC Creative World. Ils étaient respectivement de 4,4 % et 4,1 % en 2005.

Retraites et indemnités de départ

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies regroupent les indemnités de fin de carrière et les pensions de retraite des salariés des différentes sociétés du groupe.

Les pensions de retraite correspondent aux engagements relatifs à la retraite de cadres ou d'anciens cadres du groupe DMC.

Les indemnités de fin de carrière et pensions de retraite font l'objet d'une provision sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en fonction des dispositions légales, réglementaires ou collectives en vigueur, d'hypothèses de fin de carrière propres à chaque catégorie de salariés, des droits acquis

par les salariés au jour de l'évaluation, de la valeur des actifs de couverture (le cas échéant), de l'espérance de vie des salariés, d'un taux d'actualisation, d'un taux d'augmentation de salaire et d'un taux de rotation du personnel propres à chaque établissement.

Autres avantages

Les autres avantages regroupent les engagements relatifs à la médaille du travail et les congés liés à l'ancienneté.

Ils font l'objet d'une provision en fonction des dispositions légales, réglementaires ou collectives en vigueur, des droits acquis par les salariés au jour de l'évaluation, de l'espérance de vie des salariés, d'un taux d'actualisation (4,09 % en 2006 ; 3,63 % en 2005 ; 3,9 % en 2004), d'un taux d'augmentation de salaire et d'un taux de rotation du personnel propres à chaque établissement.

Mode de comptabilisation

Les écarts actuariels sont intégralement comptabilisés en résultat.

La variation de l'engagement est comptabilisée :

- en autres produits et charges financiers, s'agissant du coût financier au titre de l'actualisation ;
- en autres produits et charges opérationnels courants, s'agissant de la réduction de l'engagement au titre du personnel faisant l'objet, par ailleurs, d'une provision pour licenciement ;
- en marge d'activité pour la partie résiduelle, s'agissant notamment du coût des services rendus.

19. – Passifs financiers

a) Variation de l'exercice

(En milliers d'euros.)	2004 Solde	2005				
		Différences de change	Nouveaux emprunts	Transferts	Remboursements	Solde
EOC* Loisirs & Création (taux fixe)	2 276		44			2 320
EOC* DMC						
Emprunts Loisirs & Création	1 387		3 577		-387	4 577
Dette protocolée						
Emprunt à taux variable	45 134			1 256	-1 661	44 729
Emprunt obligataire privé à taux fixe	10 822	1 637			-341	12 118
Emprunts DMC						
Crédit-bail (taux fixe)	1 380				-286	1 094
Crédit-bail (taux variable)						
Affacturage	10 954				-4 834	6 120
Autres emprunts	7 289	618	583	-1 256	-1 815	5 419
Total	79 242	2 255	4 204	0	-9 324	76 377

(En milliers d'euros.)	2005 Solde	2006				
		Différences de change	Nouveaux emprunts	Transferts	Remboursements	Solde
EOC* Loisirs & Création (taux fixe)	2 320		46			2 366
EOC* DMC			20 731		14	20 745
Emprunts Loisirs & Création	4 577		2 962		-1 752	5 787
Dette protocolée						
Emprunt à taux variable	44 729			-3 244	-41 485	
Emprunt obligataire privé à taux fixe	12 118	-1 050		-3 903	-7 165	
Emprunts DMC		-225	18 131		-1 631	16 275
Crédit-bail (taux fixe)	1 094				-268	826
Crédit-bail (taux variable)			3 700		-278	3 422
Affacturage	6 120		3 424			9 544
Autres emprunts	5 419	-328	507		-2 126	3 472
Total	76 377	-1 603	49 501	-7 147	-54 691	62 437

EOC* : Emprunt obligataire convertible.

b) Décomposition par échéance

(En milliers d'euros.)	2006				
	Moins d'un an	Plus d'un an, moins de 2 ans	Plus de 2 ans, moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
EOC* Loisirs & Création (taux fixe)			2 202	164	2 366
EOC* DMC	-33	-33	-99	20 910	20 745
Emprunts Loisirs & Création	3 288	1 026	1 473		5 787
Emprunts DMC	3 521	12 754			16 275
Crédit-bail (taux fixe)	134	90	270	332	826
Crédit-bail (taux variable)	370	370	1 110	1 572	3 422
Affacturage	9 544				9 544
Autres emprunts	3 098	214	160		3 472
Total 2006	19 922	14 421	5 116	22 978	62 437
Total 2005	71 490	639	3 662	586	76 377
Total 2004	74 861	647	3 150	584	79 242

EOC* : *Emprunt obligataire convertible.*

c) Analyse par devise

(En milliers d'euros.)	2006			2005			2004		
	- 1 an	+ 1 an	Total	- 1 an	+ 1 an	Total	- 1 an	+ 1 an	Total
Euros	16 212	38 289	54 501	55 710	4 887	60 597	70 785	4 381	75 166
Dollar US	3 710	4 226	7 936	15 355		15 355	3 977		3 977
Autres				425		425	99		99
Total	19 922	42 515	62 437	71 490	4 887	76 377	74 861	4 381	79 242

d) Gestion du risque de taux

(En milliers d'euros.)	2006			2005			2004		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Avant gestion	23 937	38 500	62 437	15 532	60 845	76 377	14 478	64 764	79 242
Après gestion	23 937	38 500	62 437	15 532	60 845	76 377	54 494	24 748	79 242

Le taux d'intérêt moyen et long terme constaté pour l'ensemble des sociétés françaises en 2006 (y compris le coût du factoring) est de 5,1 %, identique à celui constaté en 2005 (2004 : 4,3 %).

Au 31 décembre 2006 la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élèvent à 6 522 K€ (2005 : 5 215 K€ ; 2004 : 13 450 K€). Ils sont constitués de SICAV de trésorerie pour un montant de 2 906 K€ et de disponibilités pour 3 616 K€.

En attente de la finalisation d'une opération immobilière (cession et contrat de crédit-bail) portant sur le site industriel de Mulhouse, DMC et DMC Tissus ont sollicité le report d'une partie de leur dette URSSAF à hauteur de 311 K€. Ce report vient en complément d'un retard de paiement de 910 K€ de taxe professionnelle.

Le plan de paiement accordé par la Trésorerie Générale du Haut-Rhin en 2006 au titre d'une partie des dettes 2005 a été respecté et DMC a remboursé la totalité de ses dettes 2005 au 31 décembre 2006.

d) Obligations convertibles Loisirs & Création

Pour assurer son financement, Loisirs & Création a procédé au premier semestre 2003 à l'émission de trois emprunts obligataires dont les principales conditions sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Nombre d'obligations émises	Montant de l'émission (€)	Intérêt annuel	Parité de conversion	Echéance	Montant maximum d'actions nouvelles
OC 1	231 100	2 311 000	2 %	1 pour 1	3 avril 2009	231 100
OC 2	1 400	14 000	3 %	1 pour 1	3 avril 2013	1 400
OC +	15 000	150 000	1 %	1 pour 1	3 avril 2013	15 000
Bons de souscription d'actions	-	-	-	2 pour 1	3 avril 2013	30 000

Total décembre 2006	247 500	2 475 000	-	-	-	277 500
---------------------	---------	-----------	---	---	---	---------

En cas de non conversion les obligations OC 1 et OC 2 auront droit à une prime de non conversion calculée depuis l'origine au taux de 2 % l'an avec capitalisation pour chaque date anniversaire de l'emprunt.

Les souscripteurs sont principalement des fonds communs de placement, des sociétés d'investissement et un ex-dirigeant de Loisirs & Création.

En cas de conversion et d'exercice de l'ensemble des instruments financiers présentés ci-dessus, qui ne pourraient être réalisés conjointement avant 2012, la participation de DMC SA dans Loisirs & Création serait réduite à 47 %. DMC SA demeurerait néanmoins actionnaire principal de Loisirs & Création.

Entre le 1er mars et le 30 juin 2008, DMC SA aura la faculté de proposer aux investisseurs financiers le rachat de leurs titres à un prix qu'elle déterminera. En cas de désaccord sur ce prix une évaluation sera effectuée par une banque d'affaires. Dans l'hypothèse où DMC n'effectuerait pas cette proposition ou refuserait l'évaluation de la banque d'affaires, les investisseurs auront la possibilité de mandater une banque d'affaires, afin de rechercher un acquéreur pour l'ensemble des titres composant le capital de Loisirs & Création.

Le pacte d'associés de Loisirs & Création précise que la trésorerie de la société (1 995 K€ fin 2006) ne pourra faire l'objet de prêts ou avances à DMC ou aux sociétés du groupe.

Seule l'OC 1, d'un montant significatif, a été retraitée. Au bilan l'impact au 31 décembre 2006 est une augmentation des capitaux propres de 109 K€, avec en contrepartie, une variation de la dette du même montant. L'impact résultat est de 46 K€. Le taux d'intérêt effectif de cet emprunt est de 4,26 %.

e) Dette protocolée – Emprunt DMC – Emprunt obligataire convertible DMC

En respect d'un protocole d'accord signé le 30 janvier 2006 avec les prêteurs et le premier actionnaire du groupe, Pienza International BV (Guinness Peat Group) et d'un avenant à ce protocole signé le 1er juin 2006, DMC a lancé le 13 juillet 2006 une augmentation de capital et émission d'obligations convertibles en actions.

Les résultats de l'augmentation de capital et de l'émission d'obligations convertibles sont les suivants :

- l'augmentation de capital a été souscrite à hauteur de 14 110 K€ :
- 3 400 K€ souscrits par le premier actionnaire du groupe Pienza International,
- 3 562 K€ souscrits par le marché dont 2 218 K€ par le concert existant entre la société AGF Vie et la société CDC Entreprises Valeurs Moyennes,
- 7 147 K€ souscrits par une partie des prêteurs, par compensation des créances, couvrant les frais liés aux émissions,
- l'émission d'obligations convertibles a été souscrite à hauteur de 26 916 K€ :
- 510 K€ souscrits par le marché,
- 26 406 K€ souscrits par les autres prêteurs, par compensation des créances.

La nouvelle dette s'est établie après ces opérations à 19 000 K€, les prêteurs ayant bénéficié d'un remboursement de leur dette de 3 073 K€ en respect du protocole d'accord. Le montant du remboursement inclut le versement de 993 K€ à Monsieur Le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris, en qualité de séquestre ; au 31 décembre 2006, cette somme n'a pas encore été répartie entre les différents prêteurs.

Le solde au 31 décembre de cette nouvelle dette est de 16 275 K€ (après amortissements de 2 M€).

Par ailleurs, l'avenant au protocole signé le 1er juin 2006 définit les caractéristiques, intérêts et amortissements de cette dette résiduelle de la façon suivante :

Amortissements :

- 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 2007 : 1 M€ ;
- 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 2008 : 1 M€ ;
- solde à refinancer au 31 décembre 2008 : 9 M€.

Conditions financières :

- 2006 : Euribor 1 mois + 300 bps ;
- 2007 : Euribor 1 mois + 400 bps ;
- à partir de 2008 : Euribor 1 mois + 500 bps.

Tenant compte des frais de restructuration financière et des conditions financières, le taux d'intérêt effectif de l'emprunt est de 11,53 %. La charge d'intérêt comptabilisée en 2006 est de 804 K€.

Les frais d'émission imputés au principal de l'emprunt s'élèvent à 328 K€ dont 14 K€ ont été comptabilisés en charge d'intérêt en 2006.

Les principales caractéristiques de l'emprunt obligataire convertible sont les suivantes :

- valeur nominale : 3,15 € ;
- durée de l'emprunt : 10 ans à compter du 9 août 2006 ;
- intérêt annuel : 1 % ;
- amortissement normal : les obligations convertibles seront amorties en totalité le 09 août 2016 par remboursement au pair, soit 3,15 € par obligation ;
- amortissement anticipé soumis au remboursement de la nouvelle dette : dès lors que la nouvelle dette aura été intégralement remboursée ou aura fait l'objet d'un refinancement au 9 août 2013, les obligations convertibles en actions nouvelles seront amorties par remboursement d'un quart de la valeur nominale initiale selon le calendrier suivant : 9 août 2013, 9 août 2014, 9 août 2015 et 9 août 2016 ;
- conversion possible à tout moment jusqu'au 7ème jour ouvré précédent la date de remboursement normal ou anticipé, à raison d'une action pour une obligation ; dans l'hypothèse d'un amortissement anticipé, le rapport de conversion s'établira comme suit :
- du 9 août 2013 au 30 juillet 2014, une obligation = 0,75 action nouvelle,
- du 9 août 2014 au 30 juillet 2015, une obligation = 0,5 action nouvelle,
- du 9 août 2015 au 29 juillet 2016, une obligation = 0,25 action nouvelle.

Dans le cadre du retraitement des obligations convertibles conformément à la norme IAS 32, un montant de 5 766 K€ (net des frais d'émission) a été constaté en capitaux propres, s'agissant de la dérivée capitaux propres des obligations convertibles, sur la base d'un taux d'actualisation conventionnel de 4,09 %.

20. – Dettes d'impôt

Les dettes d'impôt sur résultat ou suite à des contrôles fiscaux ne sont pas significatives.

21. – Fournisseurs

La dette fournisseur ne représente que les montants à payer par les sociétés intégrées globalement. L'ensemble de la dette est à court terme.

22. – Autres crédateurs

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Fournisseurs d'immobilisations	546	1 412	1 246
Dettes sociales	4 529	3 588	4 197
Dettes fiscales	8 460	8 396	7 003
Dettes diverses	4 335	5 563	5 816
Comptes courants créditeurs	10		2 159
Produits constatés d'avance	3 269	785	929
Total	21 149	19 744	21 350

Les dettes fiscales comprennent 910 K€ au titre la taxe professionnelle 2006 et une dette URSSAF de 311 K€ pour lesquelles DMC a obtenu un plan de paiement sur l'année 2007.

En cas de départ et ce, quelle qu'en soit la cause, il serait attribué à Monsieur Dominique Poile, membre du Directoire, un indemnité forfaitaire liée à son ancienneté dans le groupe. Le montant de l'engagement comptabilisé au 31 décembre 2006 soit 133 617 € est inclus dans les dettes sociales.

23. – Passifs détenus en vue d'être cédés

Néant.

24. – Comptes de résultat

Analyse de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Coût des ventes	3 353	4 022	4 287
Charges commerciales	1 781	1 682	1 442
Charges administratives	868	695	636
Dépréciations (impairment)	62	192	487
Total	6 064	6 591	6 852

DMC n'a pas engagé de dépenses liées aux activités de recherche.

Le montant des loyers pris en charge sur l'exercice s'élève à 6 560 K€ dont 4 421 K€ au titre des loyers conditionnels.

Personnel – Analyse des charges de personnel

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Coût des ventes	21 248	21 403	20 303
Charges commerciales	20 649	23 577	22 038
Charges administratives	11 148	12 251	15 265
Autres charges d'exploitation	469	4 095	2 279
Total	53 514	61 326	59 885

Personnel – Analyse de l'effectif moyen employé par les entreprises consolidées par intégration globale

	2006	2005	2004
Ouvriers	527	621	719
Employés, techniciens, agents de maîtrise	582	596	609
V.R.P.	37	33	35
Cadres	149	162	167
Total	1 295	1 412	1 530

Les effectifs inscrits au 31 décembre 2006 s'établissent à 1 231 personnes en baisse de 9,4 % sur un an, et de 16,8 % sur 2 ans.

Les effectifs sont en diminution de 13 % pour Loisirs & Création, de 11 % pour DMC Creative World, de 4,4 % pour le Sportswear et pour les fonctionnels.

25. – Autres produits et charges opérationnels courants

Répartition par nature et par activité

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Plans sociaux et licenciements			
DMC Creative World	-1 716	-1 641	-3 344
Loisirs & Création		-50	
Sportswear	-32	78	-783
Charges non affectées	-228	-327	-668
Total	-1 976	-1 940	-4 795
Autres			
DMC Creative World	2 526	-568	-1 041
Loisirs & Création	-49	-65	375
Sportswear	-492	-414	780
Charges non affectées	-377	-144	-515
Total	1 608	-1 191	-401
Total	-368	-3 131	-5 196

En 2006, les plans sociaux et licenciements concernent essentiellement l'activité DMC Creative World et plus particulièrement les filiales européennes dans le cadre de la première phase de restructuration logistique. Les autres incluent notamment :

- une indemnité versée par la société FDG International dans le cadre de la rupture anticipée du contrat de licence liant DMC SA, Sogemar SNC et FDG International, contrat conclu en 2003 ; FDG International est autorisé à exploiter la marque DMC jusqu'au 31 décembre 2007 ;
- les frais liés à la renégociation de la dette protocolée et non imputés au nouvel emprunt pour 408 K€ (2005 : 473 K€, 2004 : 662 K€) ;
- les charges liées à l'activité d'Orangeburg pour 294 K€ (2005 : 1 046 K€).

26. – Autres produits et charges opérationnels non courants

Cette rubrique ne comporte que les charges liées au litige avec le groupe Cha aujourd'hui terminé.

27. – Coût de l'endettement financier net

Analyse des composants

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Produits financiers (placements de trésorerie)	174	187	520
Charges financières	-4 248	-4 095	-4 082
Total	-4 074	-3 908	-3 562

En cas d'augmentation des taux de 1 % en 2006, le coût de l'endettement financier net se serait établi à 4 425 K€ et à 3 725 K€ en cas d'une baisse des taux de 1 %, soit un écart de plus ou moins 350 K€.

28. – Autres produits et charges financiers

a) Analyse des composants

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Dividendes	5	4	80
Résultats de cession		670	
Provisions	344	-811	-156
Résultats de l'actualisation de créances et dettes	-286	-372	-288
Différences de change	-546	-500	-443
Variation de la juste valeur d'instruments financiers			-485

Autres			246
Total	-483	-1 009	-1 046

En 2005, les provisions incluaient un montant de 770 K€ correspondant au prêt du même montant accordé à la CICAM au début du deuxième semestre 2005 ; la CICAM ayant honoré l'échéancier de remboursement, la provision a été reprise à hauteur des remboursements.

b) Exposition aux risques de change

Exposition bilantielle (en milliers d'euros.)	Dollar américain	Livre anglaise	Autres devises
Clients et autres débiteurs	16 680	3 238	1 010
Fournisseurs et autres créditeurs	-2 578	-12 598	-6
Total	14 102	-9 360	1 004
VMP et disponibilités	298	445	48
Dettes financières	-7 936		
Total	-7 638	445	48

A la clôture de l'exercice, il n'y avait pas d'instruments financiers de change affectés à la couverture d'actifs nets de filiales consolidées exprimés dans les mêmes devises.

29. – Impôts

a) Analyse des composantes

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Impôt courant	355	200	518
Impôt sur exercice antérieur	-70	-72	25
Impôt différé	300	-322	-1 293
Total	585	-194	-750

En 2006, la charge d'impôt différé de 300 K€ correspond à :

- la constatation de l'impôt différé actif 2006, soit 680 K€ (concerne Loisirs & Création uniquement) ;
- la dépréciation de l'actif d'impôt différé pour 980 K€ (concerne Loisirs & Création uniquement).

Au 31 décembre 2006, le déficit au niveau de la maison mère à fin 2006 s'élève à 212 M€ (210 M€ fin 2005 et fin 2004) et à 328 M€ (317 M€ fin 2005 et 316 M€ fin 2004) au niveau du groupe DMC France.

b) Taux d'impôt effectif

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Résultat avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	-6 161	-12 315	-8 930
Taux d'imposition en vigueur en France	33,33 %	33,83 %	34,33 %
Impôts théoriques attendus	2 053	4 166	3 066
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit			
Incidence des déficits reportables ou non activation de déficits fiscaux	-1 658	-3 972	-2 031
Différentiel de taux			
Divers			-285
Impôts effectivement constatés	395	194	750
Taux d'impôt effectif	-6,4 %	-1,6 %	-8,4 %

30. – Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession

Les activités arrêtées ou cédées ont généré un produit de 624 K€ (132 K€ en 2005, 222 K€ en 2004), ce résultat concerne l'activité des anciennes branches impression ou tissus industriels.

31. – Résultat par action

Pour tenir compte des options de souscription d'actions non encore exercées, le résultat a été impacté de l'effet de la dilution totale de ces options de souscription d'actions (hors options attribuées aux membres du Comité de Direction et au personnel et dont l'échéance se situe entre 2007 et 2012). Il a également été tenu compte dans le résultat net par action de la conversion des obligations convertibles Loisirs & Création et DMC.

(En euros.)	2006	2005	2004
Résultat net par action	-0,34	-0,76	-0,56
Résultat net - Dilution totale	(1) -0,16	-0,72	-0,55

(1) Soit un résultat de (4 224) K€ pour 26 092 631 actions.

32. – Répartition du capital

Les principaux actionnaires au 31 décembre 2006 sont :

- Pienza International BV (Amsterdam, Pays-Bas) : 3 825 415 actions - 18,85 % ;
- AGF Vie : 2 060 634 actions - 10,16 % ;
- CDC Entreprises Valeurs Moyennes : 1 039 201 actions - 5,12 %.

Le concert existant entre la société AGF Vie et la société CDC Entreprises Valeurs Moyennes détient 3 099 835 actions DMC représentant autant de droits de vote, soit 15,28 % du capital et des droits de vote. Le concert a déclaré qu'il n'effectuera pas d'autres achats, qu'il n'a pas d'intention de prise de contrôle de la société ni de demander la nomination de personnes en tant que membres du directoire ni au conseil de surveillance de DMC.

- Natexis Banques Populaires : 662 100 actions - 3,26 % ;
- New York Life Insurance Company (New York, Etats-Unis) : 531 079 actions - 2,62 % ;
- Principal Life Insurance Company (Des Moines, Etats-Unis) : 531 079 actions - 2,62 %.

Conformément à l'article 7 des statuts de DMC SA, AGF Vie, Natexis Banques Populaires, New York Life Insurance Company et Principal Life Insurance Company ont respectivement déclaré à la société les franchissements de seuils de 2,5 ou 10 % de détention du capital et des droits de vote.

33. – Principaux engagements hors bilan

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
Cautions douanes et fiscales	965	1 508	508
Autres garanties reçues	18	18	61
Quotas d'émission de gaz restant à recevoir	229	1 498	
Total engagements reçus	1 212	3 024	569
Effets escomptés non échus			
Dailly			
Crédit documentaire	3 217	4 789	2 507
Total engagements donnés	3 217	4 789	2 507

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre restant à recevoir en 2007 sont valorisés au cours du 31 décembre 2006 soit 6,48 € l'unité (cotation powernext). Au 31 décembre 2005, le cours était de 21,19 €.

Aucun engagement ne concerne les entreprises liées.

La marque « DMC » apportée à la société Sogemar au 31 décembre 2001 est nantie au profit de la communauté des prêteurs en vertu du protocole de la dette bancaire de Dollfus Mieg & Cie SA en date du 19 avril 1999 et modifié par avenant du 5 mars 2001.

Dans le cadre du protocole d'accord signé le 30 janvier 2006, DMC a consenti à ses prêteurs un nantissement de compte d'instruments financiers portant sur la totalité des actions représentatives du capital de la société Loisirs & Création détenues par DMC.

En cas de licenciement, il serait attribué à Monsieur Jacques Boubal, président du Directoire, en sus de l'indemnité conventionnelle liée à son ancienneté acquise dans le groupe, une indemnité de 14 mois basée sur l'ensemble de sa rémunération annuelle.

Les engagements sociaux et assimilés sont présentés en note 18.

Engagements de Loisirs & Création

La société s'est engagée dans le cadre de l'emprunt souscrit auprès du Crédit Mutuel (3 100 K€) à maintenir les ratios suivants ; à défaut, l'emprunt serait exigible à première demande du Crédit Mutuel.

	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Endettement financier net sur fonds propres *	≤ 0,45	≤ 0,5	≤ 0,35
Endettement financier net sur capacité d'autofinancement après BFR *	≤ 1,5	≤ 1,5	≤ 1,2

* Hors obligations convertibles.

Au 31 décembre 2006, ces ratios ne sont pas été respectés, le Crédit Mutuel devrait renoncer à faire valoir son droit à l'exigibilité de sa créance sur la société. Conformément aux normes IFRS l'intégralité du solde de l'emprunt (1 880 K€) est classée en passif courant.

Au 31 décembre 2005, ces ratios n'étaient pas été respectés, le Crédit Mutuel avait renoncé à faire valoir son droit à l'exigibilité de sa créance sur la société. Conformément aux normes IFRS l'intégralité du solde de l'emprunt (1 900 K€) était classée en passif courant.

Outre ces engagements, les fonds de commerce des magasins du Louvre, de Villiers-en-Bière, Strasbourg, du Chesnay, de Créteil, Marseille, Nice, Brest, Bordeaux, de Paris-Quartier Passy, de Nîmes et de Valenciennes sont nantis au profit de divers prêteurs de la société.

Covenants DMC Cy

DMC Cy a obtenu un crédit revolving maximum de 9,5 M\$ couvert par les encours clients et les stocks. Les covenants trimestriels attachés à ce crédit sont principalement liés à la couverture des charges et au résultat.

Ces covenants n'avaient pas été respectés en 2005 ; les prêteurs avaient renoncé en début d'année 2006 à se prévaloir du non respect de ces covenants.

Autres engagements

Le Groupe DMC a contracté certaines locations simples de longue durée. L'échéancier des engagements de location non résiliables au 31 décembre est le suivant :

(En milliers d'euros.)	2006	2005	2004
2006		5 818	4 363
2007	6 524	4 931	3 702
2008	5 902	4 381	3 215
2009	4 606	3 246	2 085
Au-delà de 2009			6 062
2010	3 280	2 653	
Au-delà de 2010		9 764	
2011	3 025		
Au-delà de 2011	10 219		
Total	33 555	30 793	19 427

En 2006 les loyers conditionnels concernent 19 magasins de Loisirs & Création dont les loyers de base sont majorés d'un pourcentage de leur chiffre d'affaires de 4 à 8 %.

34. – Information sectorielle

a) Informations par activités au 31 décembre 2006

(En milliers d'euros.)	Groupe	DMC Creative World	Loisirs & Création	Sportswear	Sièges
Chiffre d'affaires des branches		80 044	29 141	70 985	
Ventes interactivités (1)		-710			
Total	179 460	79 334	29 141	70 985	
Marge d'activité	-1 860	6 087	-1 745	-2 739	-3 463
Amortissements	6 002	1 593	1 358	2 880	171
Dépréciations	62	148	-86		
Résultat opérationnel	-2 228	6 897	-1 794	-3 263	-4 068
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence					
Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	-4 557		-327		-4 230
Impôts	-585	-264	-320	-23	22
Activités arrêtées	624				624
Résultat net	-6 746	6 633	-2 441	-3 286	-7 652
Actifs sectoriels	120 050	45 774	20 682	50 387	3 207
Dont immobilisations incorporelles et corporelles	38 364	8 113	11 095	18 264	892
Passifs sectoriels	82 828	25 966	14 807	35 063	6 992
Passifs non alloués (2)	37 020				37 020
Investissements incorporels	1 144	384	14	622	124
Investissements corporels	5 687	355	1 182	4 136	14
Effectif inscrit au 31 décembre	1 231	524	275	367	65

(1) Elles concernent les ventes à Loisirs & Création facturées sur la base des prix de marché.

(2) L'endettement financier de 37 020 K€, hors Loisirs & Création, ne pouvant être alloué aux activités que de manière arbitraire ou forfaitaire, reste alloué aux Sièges.

b) Informations par activités au 31 décembre 2005

(En milliers d'euros.)	Groupe	DMC Creative World	Loisirs & Création	Sportswear	Sièges
Chiffre d'affaires des branches		83 985	29 414	74 642	
Ventes interactivités (1)		-774			
Total	187 267	83 211	29 414	74 642	
Marge d'activité	-3 435	3 401	-426	-3 462	-2 948
Amortissements	6 399	2 147	1 058	3 013	181
Dépréciations	205		13	192	
Résultat opérationnel	-6 636	1 192	-541	-3 798	-3 489
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-762			-762	
Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	-4 917		-301		-4 616
Impôts	194	92	303	-44	-157
Activités arrêtées	132				132
Résultat net	-11 989	1 284	-539	-4 604	-8 130
Actifs sectoriels	120 556	45 473	22 522	49 038	3 523
Dont immobilisations incorporelles et corporelles	39 577	9 274	11 321	18 006	976
Passifs sectoriels	77 403	26 941	14 177	26 381	9 904
Passifs non alloués (2)	56 847				56 847
Investissements incorporels	2 529	346	1 149	760	274
Investissements corporels	5 750	839	3 694	1 133	84
Effectif inscrit au 31 décembre	1 358	589	317	384	68

(1) Elles concernent les ventes à Loisirs & Création facturées sur la base des prix de marché.

(2) L'endettement financier de 56 847 K€, hors Loisirs & Création, ne pouvant être alloué aux activités que de manière arbitraire ou forfaitaire, reste alloué aux Sièges.

c) Informations par activités au 31 décembre 2004

(En milliers d'euros.)	Groupe	DMC Creative World	Loisirs & Création	Sportswear	Sièges
Chiffre d'affaires des branches		93 807	24 811	86 264	
Ventes interactivités (1)		-605			
Total	204 277	93 202	24 811	86 264	
Marge d'activité	5 115	9 060	658	-1 062	-3 541
Amortissements	6 365	2 441	635	3 289	
Dépréciations	487	402	85		
Résultat opérationnel	-3 840	4 675	1 033	-4 824	-4 724
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-704			-704	
Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	-4 608		-68		-4 540
Impôts	661	-70	1 204	-43	-430
Activités arrêtées	222				222
Résultat net	-8 269	4 605	2 169	-5 571	-9 472

Effectif inscrit au 31 décembre	1 480	703	236	461	80
---------------------------------	-------	-----	-----	-----	----

(1) Elles concernent les ventes à Loisirs & Création facturées sur la base des prix de marché.

(2) L'endettement financier de 55 956 K€, hors Loisirs & Création, ne pouvant être alloué aux activités que de manière arbitraire ou forfaitaire, reste alloué aux Sièges.

d) Informations par zone géographique au 31 décembre 2006

(En milliers d'euros.)	Groupe	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Reste du monde
Chiffre d'affaires	179 460	51 357	78 350	19 355	30 398
Marge d'activité	-1 860	-2 659	-673	1 459	13
Résultat opérationnel	-2 228	-1 710	-1 696	1 165	13
Actifs sectoriels	120 050	109 869	3 551	5 997	633
Effectif inscrit au 31 décembre	1 231	1 118	69	31	13

e) Informations par zone géographique au 31 décembre 2005

(En milliers d'euros.)	Groupe	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Reste du monde
Chiffre d'affaires	187 267	54 085	81 805	24 616	26 761
Marge d'activité	-3 435	33	-1 952	-734	-782
Résultat opérationnel	-6 566	-1 484	-2 436	-1 780	-866
Actifs sectoriels	120 556	102 999	9 385	7 235	937
Effectif inscrit au 31 décembre	1 358	1 217	96	32	13

f) Informations par zone géographique au 31 décembre 2004

(En milliers d'euros.)	Groupe	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Reste du monde
Chiffre d'affaires	204 277	49 220	91 712	29 307	34 038
Marge d'activité	5 115	7 874	-1 104	-1 222	-433
Résultat opérationnel	1 984	6 357	-1 588	-2 268	-517
Actifs sectoriels	140 076	105 254	21 245	11 475	2 102
Effectif inscrit au 31 décembre	1 480	1 256	107	95	22

35. – Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération des mandataires est ainsi ventilée :

(En milliers d'euros.)	Rémunération brute fixe	Rémunération brute variable	Jetons de présence	Total
Membres du directoire	1 004	200		1 204
Membres du conseil de surveillance			234	234

36. – Evénements postérieurs à la clôture

En février 2007 :

- la filiale américaine a conclu la cession de son site industriel d'Orangeburg pour un montant de 2,45 millions de dollars, la plus-value est de 925 milliers de dollars ;
- DMC et la Communauté d'Agglomération de Mulhouse Sud Alsace ont signé la cession par le Groupe de 10 hectares de terrains qu'il possède à Mulhouse ; le prix de la présente vente est de 6 millions d'euros ;
- cette cession s'accompagne d'un crédit-bail immobilier portant :

- sur l'ensemble immobilier industriel existant à Mulhouse (valeur de cession 3,6 millions d'euros),
- et sur la modernisation de cet ensemble dans la limite de 2,4 millions d'euros.

0704437